

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

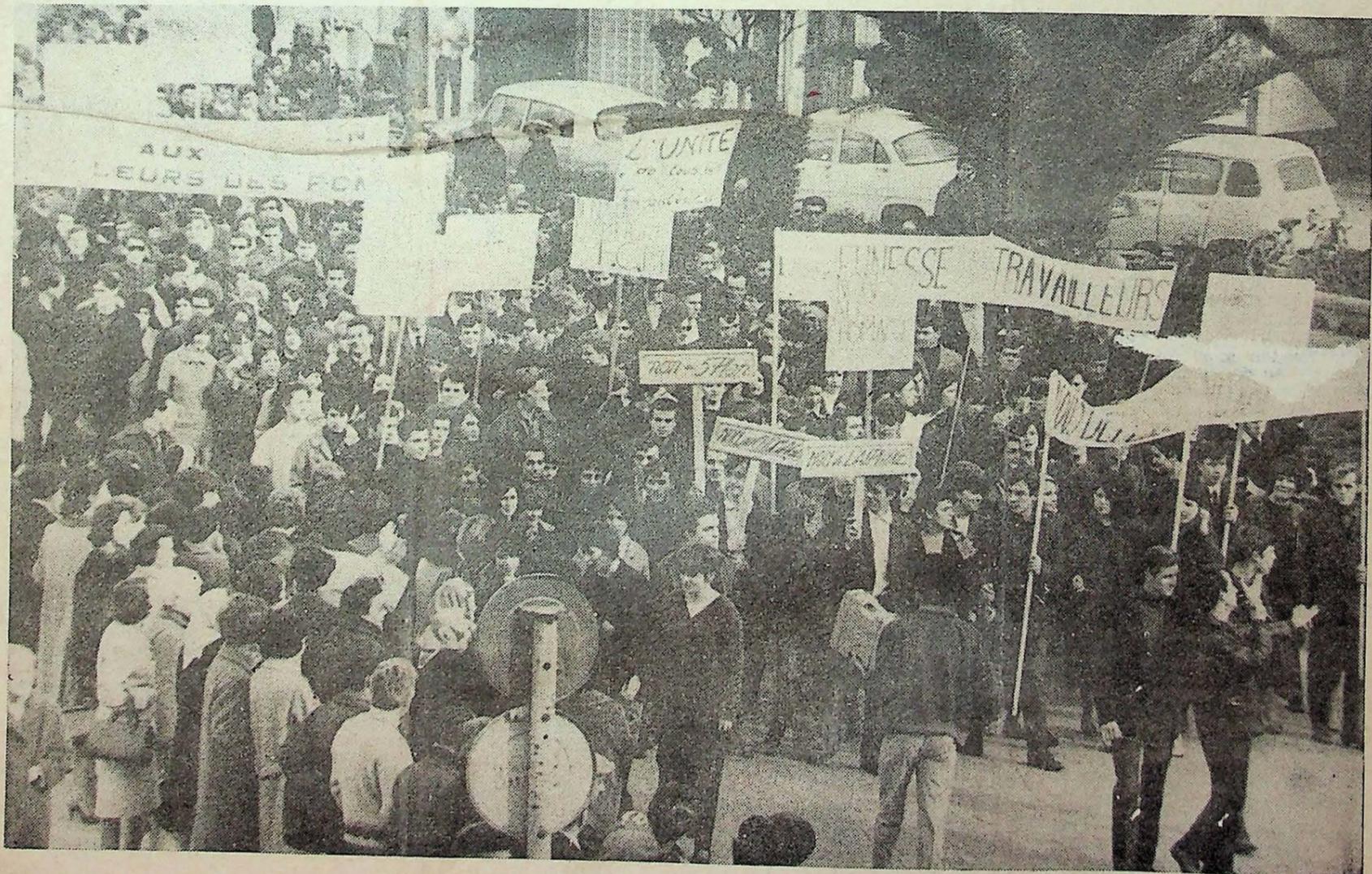
PRIX : 70 centimes

N° 274. — 19 FEVRIER 1966

Le Havre. - La Seyne. - Port-de-Bouc. - Besançon. - La Ciotat

8 ans de pouvoir 8 ans d'incohérence

(pages 3-4-5)



CONTROVERSE

● Justice pour le « trotskyste » Blasco

Nous avons bien connu Blasco (Pierre Treno), ancien dirigeant du P.C. italien. Nous avons milité avec lui dans les rangs des organisations « trotskystes », notamment à l'époque où il a été emprisonné par Pétain, délégué par le maquis (avec quatre trotskystes français), puis, de toute évidence, assassiné par des staliniens.

C'était une terrible époque de règlements de comptes. Avec lui ont disparu trois trotskystes français (Reboul, de Marseille; Sadek, de Lyon, et M. Ségal, de Paris) (où diable Lautman a-t-il vu qu'il s'agissait de communistes italiens?). Ces circonstances rendent pratiquement inadmissible l'explication de la direction communiste italienne, selon laquelle Blasco est mort de tuberculose dans le maquis. Nous pensons que les dirigeants communistes italiens et français avaient là (et ont encore là) une excellente occasion de prouver leur rupture avec les méthodes staliniennes en se prêtant loyalement à une enquête sur sa disparition et celle des excellents militants disparus avec lui.

Mais ce n'est pas une raison pour déformer les idées de Blasco. C'est, malheureusement, ce que fait le camarade Lautman, dans le compte rendu qu'il a donné à T.S. du livre que lui ont consacré Azzaroni, Naville et Silone. Lautman peut juger comme il l'entend l'activité politique de Blasco après son exclusion et croire « qu'il n'est pas parvenu à rendre très constructive son activité révolutionnaire ». Mais il n'a pas le droit de défigurer sa pensée. Or il

construit tout son article sur l'affirmation trois fois renouvelée que Blasco n'était pas « trotskyste ». Il est vrai qu'il était autre chose que le sectateur d'un homme — même génial. Mais c'était un communiste oppositionnel, révolutionnaire et internationaliste; non pas « anticomuniste », bien sûr, mais résolument antistalinien.

Il suffit pour le savoir de relire, dans le livre d'Azzaroni, ses articles de *Quatrième Internationale* et de *La lutte ouvrière*. En fait, il n'a pas cessé d'appartenir à la direction de l'opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale et de sa section française. C'était un militant exemplaire, loyal, humain, irréductiblement attaché à ses idées, pour lesquelles il est resté pauvre et il est mort. Où Lautman a-t-il pu lire qu'il était un patriote italien, peut-être à l'excès pour un bon marxiste? Blasco aurait tenu ce propos pour une calomnie.

Bien sûr, en la défigurant ainsi, Lautman croit protéger la mémoire de notre camarade et rendre plus facile sa défense. Mais c'est précisément ce qui est grave. Il semble que, pour Lautman aussi, l'étiquette « trotskyste » soit infamante. Il ne croit possible d'assurer la défense d'un révolutionnaire internationaliste qu'en le camouflant en paisible patriote.

Or il s'agit de réclamer la justice pour tous les militants ouvriers, y compris ceux qui ont dénoncé, plus tôt que les autres, le stalinisme.

Y. Craipeau - R. Filafre
A. Ledem - Laurent Schwartz

COURRIER DES LECTEURS

● A propos des interventions de Claude Bourdet et David Weill

... Nous nous trouvons, dans mon immeuble, relogés de vieux quartiers de Chambéry, évacués pour « urbanisation ». Heureux, au début, d'être relogés dans du neuf, de connaître un appartement rempli d'air et de soleil et équipé d'une façon moderne, nous avons vite déchanté.

La première année, tout s'est bien passé: nous étions à un tarif genre H.L.M. amélioré, raisonnable. Au bout d'un an, vente à des particuliers. La Société de rénovation urbaine est en difficultés financières. Des particuliers font des affaires. Des locataires arrivent à acheter. D'autres (j'en suis), moins argentés, restent sur le carreau. Et on nous propose alors un tarif progressif d'augmentations aboutissant en 1968 à un taux indéfini (lié au coût de la construction) et, en 1972, au loyer dit « libre ».

Nous n'étions qu'une quarantaine de familles dans ce cas, mais nous nous sommes remués. Sans être tellement « dégourdis », nous avons mis en commun nos compétences limitées, vu des avoués, vu la Fédération nationale des locataires, distribué mille tracts dans les quartiers de futures démolitions, fait une réunion publique où nous avons invité la presse.

Cette réunion a eu du succès et nous avons eu de bons articles dans les journaux, photos, etc.

Puis nous avons demandé audience à la mairie (antérieurement, nous avions envoyé une délégation à la S.I.

C.R.U. (Société chambérienne de rénovation urbaine). Le maire, en personne (Pierre Dumas, secrétaire d'Etat), nous a reçus la veille des élections et a mis un enquêteur de la mairie sur l'affaire, enquêteur qui a vu chaque locataire honnêtement.

Le résultat de l'enquête tardant, nous avons fait une réunion de locataires et mis un article dans la presse, disant, en gros: « Nous poursuivons notre action jusqu'à ce que nous ayons gain de cause, c'est-à-dire une solution raisonnable. L'urbanisation ne peut se faire qu'en tenant compte des problèmes humains qu'elle pose. Il n'y a aucune raison que le milieu populaire soit automatiquement refoulé à la périphérie de la ville, alors que des immeubles de « rapport » sont construits sur les terrains devenus libres, voire sur ceux donnés par des bienfaiteurs à la « municipalité ». (Notre immeuble est dans ce dernier cas).

Huit jours après, la mairie nous annonce (sur mon intervention) que nous serons relogés dans une H.L.M. qui va se construire « en ville ».

Ça ne résout pas le problème de tous. Mais d'autres quartiers ont également mené une action, et la mairie pourra difficilement travailler désormais sans associer les intéressés eux-mêmes, comme nous le demandons toujours.

Hélène Mugnier.

NOUVELLES DES FÉDÉRATIONS

Fédération des Vosges : nouveau bureau

Le congrès de la Fédération des Vosges s'est tenu à Saint-Dié dimanche dernier 13 février, en présence de Marc Heurion, Pierre Girod et René Schulbaum, représentants du C.P.N. Depuis le beau congrès de Remiremont, il y a quatre ans, la Fédération avait connu bien des difficultés; par moment, le découragement l'emportait; tout dernièrement la brutale disparition de Jacques Brisset, secrétaire fédéral adjoint, frappait durement tous les militants. Cependant, comme l'a rappelé dimanche Maurice Poirot, ancien député des Vosges, le P.S.U. n'a jamais disparu du département; l'an dernier, le travail des militants de Saint-Dié permettait à la liste de gauche de battre l'U.N.R. aux élections municipales, Pierre Noël devenait maire P.S.U. de Saint-Dié; tout dernièrement, nous avons enregistré avec joie

l'adhésion de P. Valentin, conseiller général de Senones.

La tâche du congrès a été de réorganiser la Fédération pour permettre au P.S.U. de prendre un nouvel essor.

Le nouveau Bureau fédéral est ainsi composé:

Secrétaire fédéral: Pierre Noël, maire de Saint-Dié.

Secrétaires fédéraux adjoints: André Perrin (Epinal), Jacques Pierrel (Remiremont).

Secrétaire administratif: Louis Lussiez (Epinal).

Membres du Bureau: Maurice Poirot, Raymond Derruau, Roger Jean-Claude.

Parmi les décisions prises par le congrès figure la préparation d'une réunion des élus P.S.U. des départements de l'Est qui se tiendrait à Saint-Dié en mai.

MANIFESTATIONS

Charonne



Nombreux étaient les jeunes à la manifestation commémorative des morts de Charonne, organisée par le P.S.U. Nous les voyons ici arrivant à la station de métro « Charonne », portant une banderole éloquent par son mot d'ordre.

Nord: Elections cantonales partielles de Lille-Sud

Dimanche 20 février, cinq candidats seront opposés pour remplacer le conseiller général S.F.I.O. récemment décédé.

La S.F.I.O. présente Edouard Derrieppe. Celui-ci a été élu conseiller municipal en mars dernier sur la même liste que son concurrent actuel le docteur Lernout (ancien M.R.P.). Aujourd'hui, ce dernier se recommande de Lecanuet. L'U.N.R. présente Robert Valbrun. Il fut au 2^e tour de 1964 le seul candidat de la droite bénéficiant du double retrait du candidat M.R.P. et du candidat défendant les thèses de l'O.A.S.

Le P.S.U. présente la candidate de notre camarade Mme Françoise Pelle-Boudon, seule femme candidate, elle est aussi la plus jeune. Elle est connue pour son action sociale au sein du Secours Populaire Français dont elle est une responsable nationale. Professeur de lettres et mère de trois enfants, notre camarade devrait obtenir un excellent résultat. Le Parti communiste présente le secrétaire de la Fédération communiste du Nord, Hector Virin. En mars 1964, le P.S.U. avait recueilli 599 voix.

Progrès incessants du P.S.U. en Vendée

Neuf adhésions nouvelles ont été enregistrées en janvier par la Fédération de la Vendée.

Notre attitude pendant la campagne présidentielle mettant l'accent sur la nécessité d'un programme commun des organisations de gauche a attiré à nous de nombreux sympathisants.

Bravo à nos camarades qui militent dans un milieu difficile.

Strasbourg: colloque

Un colloque culturel est organisé, les 12 et 13 mars prochain, par l'Amicale des Etudiants en Lettres de Strasbourg (U.N.E.F.).

Le thème de ce colloque sera: « Culture — Mise en condition ou libération ».

Ce colloque est ouvert à toutes les organisations ou personnalités, revues ou journaux qui désirent y participer.

Inscription: M. Jean-Luc Jungblut, AFELS, 1, quai Dietrich, Strasbourg.

Section de Meulan-Les Mureaux

Le vendredi 18 février, à 20 h. 45, à la mairie de Meulan, Pierre Berégovoy, membre du Bureau national, parlera sur: « Les problèmes de l'unité de la gauche après les présidentielles. Perspectives d'avenir et moyens d'action ».

L'ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI (nouvelle série)

La revue de l'Allemagne et des problèmes allemands 8, rue Faraday - Paris (17^e)

Réunion à Brunoy

Samedi 5 mars, à 21 heures, au Foyer familial de Brunoy (près de la gare), J.-M. Vincent traitera des structures de classe de la société capitaliste.

XVI^e section: Débat

La XVI^e section de Paris du P.S.U. prie ses sympathisants d'assister à un débat sur:

JUSTICE ET LIBERTE à propos de l'affaire Ben Barka animé par:

Claude Angeli, journaliste; Colette Audry, écrivain; Claude Bourdet, conseiller municipal de Paris; Pierre Stibbe, avocat à la Cour, le jeudi 24 février 1966, à 20 h. 45, salons Mozart, 59, avenue Georges-Mandel, Paris (16^e). Métro: Trocadero.

GEORGES GONTCHAROFF

Secrétaire Fédéral de la Fédération Seine-Banlieue

fera un exposé sur

LES PROBLEMES DU DISTRICT ET DU SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION PARISIENNE

le Vendredi 18 Février à 20 h. 30 à la Mairie de DRANCY

le Mercredi 23 Février à 20 h. 30 au Foyer des Vieux - 125, avenue Jean-Jaurès, à CHAMPIGNY-sur-MARNE (tout de suite après la Mairie, à gauche).

Les adhérents du P.S.U., lecteurs de « Tribune » et sympathisants sont cordialement invités à l'une ou à l'autre de ces réunions d'information et de discussion.

Semaine de l'Hospitalisation publique du 14 au 20 février

Dans le cadre de la Semaine d'Information et d'Action sur la situation dramatique de nos hôpitaux, qui se déroule actuellement dans les principales villes de France, nous recommandons vivement la diffusion du document suivant (valable non seulement pour la région parisienne, mais également pour bien d'autres villes), édité sous forme d'une plaquette ronéotypée de neuf pages:

« L'équipement hospitalier de Paris »

Suggestions pour l'amélioration des conditions d'accueil, d'hébergement et de travail, par Claude Bourdet conseiller municipal P.S.U. de Paris.

1 F l'exemplaire

Rappels également: LE PROGRAMME SANTE DU P.S.U.

(Supplément à T.S. — Prix: 0,50 F) Commandes: 54, boulevard Garibaldi, Paris-XV^e

PRIORITÉ AU PROGRAMME

L'ANNEE sociale de Michel Debré démarre cette semaine au moment où la crise des chantiers navals démontre que seules des réformes de structure préparées à temps sont capables de résoudre les problèmes difficiles posés par la reconversion économique.

Or les propositions gouvernementales ont bien plus des objectifs politiques à court terme que des objectifs économiques à long terme.

Michel Debré veut apparaître différent de Giscard d'Estaing. Moins financier et plus économique. Le tout teinté de propositions sociales pour satisfaire le courant U.D.T. et tenir compte du résultat des élections présidentielles.

Le gouvernement n'a pas été insensible en effet aux critiques des paysans, des ouvriers, des chefs d'entreprise.

Sa faiblesse c'est qu'il ne peut à la fois assurer la stabilité « Poincaré » et donner satisfaction aux diverses revendications. La contradiction que nous avons déjà dénoncée dans la critique du V^e Plan et du Budget 1966 est là : le choix est déjà fait, il est volontairement en faveur des soutiens financiers de l'économie capitaliste, son cadre est bien précisé et les évasions ne peuvent qu'être limitées.

Le train social et économique Debré - Jeanneney ne peut changer de vitesse sans risquer le déraillement. Et les mesures dites sociales annoncées à grand frais de « titres à la une » seront toujours compensées par des augmentations de tarifs qui en annuleront finalement les timides effets. Une année sociale qui débute par 2,12 p. 100 d'augmentation du S.M.I.C. ne peut être que très pâle.

Le gouvernement sait bien que le jugement des électeurs sur son action réelle sera de nouveau sévère. Dans peu de mois !

Il veut donc gagner du temps. Ce qui signifie qu'il veut se laisser juger dans la période où ses intentions séduisent, où les résultats sont encore inconnus, où la préparation psychologique laisse à penser que tout ira mieux demain. Donc, dans une période courte. Voilà pourquoi on pense ici et là que les élections législatives pourraient être avancées au mois de juin ou d'octobre 1966.

**

Cette préoccupation électorale semble bien être partagée par les différents courants de l'opposition.

Le « troisième tour » pouvant donc être décidé par le gouvernement à la période qu'il jugera la plus favorable, les opposants à de Gaulle ont cette semaine découvert leur stratégie.

Disons que leur analyse souffre de ne pas connaître la loi électorale qui sera imposée par de Gaulle.

par Harris PUISAIS

Tous sont bien d'accord par contre pour reconnaître que de Gaulle agira en chef de Parti et présentera « ses candidats » à cette élection législative qui serait la dernière de son règne.

L'opposition se pose donc le problème des regroupements.

A droite, ce regroupement commence mal. Giscard d'Estaing s'oppose à Lecanuet paralysant non la création, mais l'implantation du Centre des Démocrates.

Les gaullistes espèrent aussi, avec Debré, regagner une partie de la clientèle de Lecanuet. Ce qui rend les « regroupements centristes très compliqués » ! Lecanuet et ses amis le reconnaissent eux-mêmes. Il n'y a rien d'étonnant à cela ; tous ne sont que des adversaires circonstanciels du gaullisme. Ils s'adressent pour la plus grande partie de leur zone d'influence à une seule et même clientèle.

Laissons-les à leurs hésitations et à leurs divisions.

**

A gauche, tout pourrait être plus facile. Le front uni qui soutint Mitterrand devrait pouvoir être reconduit. Tel est le vœu de l'opinion. Mais il faut bien reconnaître que les formations de gauche, alliées aux élections présidentielles, abordent aujourd'hui les futures élections législatives en ordre dispersé.

La Fédération, comme le Parti communiste, annoncent qu'ils présenteront des candidats séparés au premier tour, dans le cadre du système électoral actuel.

Nous le regrettons, car une candidature unique, dès le premier tour, aurait eu une signification politique positive. Mais l'essentiel aujourd'hui n'est pas là.

Le problème capital demeure celui du programme.

D'un programme commun aux partis de gauche.

D'un programme offensif, c'est-à-dire d'un pacte gouvernemental qui affirme la volonté de la gauche de proposer des solutions aux problèmes qui se posent au pays en politique intérieure comme en politique internationale.

Un tel programme suppose qu'un accord politique soit conclu entre les différentes formations de gauche, garantissant que celles-ci ne se diviseront pas lorsqu'elles auront conquis le pouvoir.

Cela signifie que les problèmes du programme et des alliances demeurent au centre des discussions qui doivent nécessairement s'engager entre les différents partis de gauche.

Ces discussions revêtiront des formes diverses.

Le P.S.U. n'esquivera aucune d'elles.

Son souci sera de poser les problèmes de fond et d'éviter le retour aux erreurs du passé.

Les partis politiques ne peuvent nier aujourd'hui l'influence désastreuse de certaines mœurs politiques de la IV^e République. Ce souvenir est toujours vivace : une bataille contre le gaullisme où l'on tenterait de rassembler le plus grand nombre d'électeurs, sans avoir précisé, au préalable, le contenu politique de l'alliance, serait une bataille perdue à l'avance, en toute certitude.

Aussi, le plus grand nombre de ceux qui souhaitent l'unité de la gauche désirent-ils qu'elle se réalise clairement, sans ambiguïté et quelle traduise un engagement précis sur des choix politiques bien définis.

C'est dans cet esprit que le P.S.U. participera à la rencontre de Grenoble qui a précisément pour but de permettre une large confrontation sur le fond des problèmes à résoudre en vue de réaliser le socialisme dans une société industrielle développée.

C'est en manifestant les mêmes précautions que le P.S.U. abordera toutes les discussions intéressant les regroupements politiques envisagés.

Notre Parti ne saurait concevoir, en effet, l'existence d'une union politique autrement que sur la base de garanties sérieuses, imposant une conception de l'action politique conciliant la rigueur et l'efficacité.

Voilà comment, dans les semaines qui viennent, le P.S.U. orientera son action.

Il a conscience, agissant ainsi, de répondre au vœu profond des hommes sincères de la gauche française.

Conférence nationale des étudiants du P. S. U.

Conformément aux décisions du Congrès de Gennevilliers, le Congrès des étudiants du P.S.U. aura lieu les vendredi 18, samedi 19 et dimanche 20 février.

PROGRAMME

Vendredi 18 février, au siège du Parti, 81, rue Mademoiselle,

Paris (15^e), 18 h. : ouverture du Congrès ; 21 h. : travail des commissions.

Samedi 19 février (au siège du Parti), 10 h. : travail des commissions ; 16 h. : assemblée générale, rapport des commissions, vote des amendements et du texte final.

Dimanche 20 février (au siège du Parti), 10 h. : élection du bureau et du secrétariat.

Dimanche 20 février (au 44, rue de Rennes), 14 h. : discours de clôture du Congrès par le nouveau secrétaire national des étudiants et salut du Parti en présence des délégués étrangers (or-

ganisations du « tiers monde », européennes) et de la presse.

N.B. — Les sections étudiantes parisiennes sont invitées à faire participer à la séance de clôture du dimanche 20 février les militants parisiens qui seraient intéressés.

CONSTRUCTION NAVALE

Partout
du replâtrage

Cette troisième semaine de février doit être marquée, en principe, par l'adoption au Conseil des ministres de mercredi du train social mis au point par M. Debré et son équipe.

Aux dires du ministre, les mesures qu'il comporte sont prises dans une optique « sociale ». Ainsi les journaux inféodés au pouvoir peuvent mettre en valeur cette augmentation du S.M.I.G. de 2,12 % : le pourcentage en lui-même, bien que faible, ne signifie pas grand-chose. Par contre le chiffre de 32.800 anciens francs seulement par mois, chiffre atteint par le S.M.I.G. est plus significatif. Cette même presse ne dit pas que tout le train social n'est qu'un paravent à une plus grande exploitation des travailleurs. Ainsi repousse-t-on à avril ou mai l'augmentation des tarifs R.A.T.P. : mais c'est reculer pour mieux sauter puisque cette hausse sera au minimum de 22 % et vraisemblablement plus près de 33 % avec le carnet de tickets de métro à 5 F.

L'évolution d'une crise

Cet ensemble de mesures sera adopté dans un contexte social agité. Pourtant la grave crise qui secoue la construction navale ne date pas d'aujourd'hui. Mais surtout elle était à prévoir. Il n'empêche qu'à la fin de 1965, le déficit des Chantiers et Ateliers de Provence avoisine les dix millions actuels. Une baisse progressive des commandes est à l'origine du mal. Mais ce n'est pas la seule cause. La concentration industrielle y a également une part importante. Là encore, le gouvernement suit dans le détail l'évolution de la situation puisqu'il tend dans toutes les circonstances à favoriser les intérêts privés. Pourtant, aujourd'hui, l'évolution de la situation à Port-de-Bouc et également à La Seyne et à La Ciotat est d'une importance capitale.

Le gouvernement faisait déjà timidement allusion à la situation dans un Livre blanc remis aux syndicats et à la presse en janvier 1960.

L'année précédente (Commission interministérielle du 15 mai 1959), il prévoyait le dégageant de 12.000 personnes ; de plus, le groupe de travail interministériel disait à la même époque : « Alors que se trouvent mis en question les moyens d'existence de 12.000 familles, soit près de 50.000 personnes, estime nécessaire de rappeler que leur conversion dans des activités plus prospères, constituera à terme, pour le budget de l'Etat, une économie considérable. » Ces déclarations étaient citées par la C.F.D.T. (à cette époque C.F.T.C.) lors d'une conférence de presse il y a tout juste deux ans (février 1964). Elles restent valables à cette différence près que, depuis, de nombreux licenciements se sont opérés : 11.000 personnes licenciées depuis 1959 dans les chantiers qui en employaient encore près de 20.000. Ainsi, peu à peu, et de chantier en chantier, en est-on arrivé à la situation d'aujourd'hui : tous les chantiers de la côte varoise, sous couvert de concentration due au progrès, menacés soit de fermeture (Port-de-Bouc), soit de chômage, les commandes s'amenuisent (La Seyne).

L'affaire du « Provence »
et ses suites

Jusqu'au début de cette semaine, l'affaire du « Provence » semblait dans l'impasse ; ce car-ferry commandé par la Transat doit être lancé le 25 juillet à Marseille ; la direction a décidé de faire terminer les travaux aux chantiers de La Ciotat. Pour une double raison les ouvriers ont refusé : tout d'abord, parce qu'à leurs yeux le bateau est insuffisamment terminé, et ensuite parce qu'ils veulent le terminer eux-mêmes ; un semblant de compromis semble avoir été trouvé lundi par la direction, mais les syndicats, maintenant leur vigilance, ne s'y sont pas trompés. Comme pour la hausse de la R.A.T.P. évoquée plus haut, il s'agit, en l'occurrence, de replâtrage.

Ainsi donc le gouvernement « a fait le nécessaire pour que les difficultés financières des Forges et Chantiers de la Méditerranée ne puissent, à court terme, paralyser l'entreprise et les sous-traitants » note « La Vie Française » qui précise que le déficit des Ateliers et Chantiers de Provence va être renfloué par la

Transat, et également par les Chantiers de l'Atlantique, les ateliers de France-Gironde et les Chantiers Navals de La Ciotat. Quand on connaît les difficultés de ces différentes entreprises, ces renflouements pourraient surprendre s'ils ne masquaient, en fait, l'entrée en jeu, de façon systématique et radicale, des banques et des gros intérêts particuliers dans les rachats de parts de chantiers du Var : le très gouvernemental « France-Soir » du 7 février ne nous apprend-il pas lui-même qui tient les rênes dans cette affaire : dans le cas des F.C.M. (Forges et Chantiers de la Méditerranée), l'essentiel des parts appartient au C.N.E.P. (Comptoir National d'Escompte de Paris) et à l'armateur grec Onassis. Dans le cas des chantiers de La Ciotat, c'est l'entrée en jeu directe d'une banque libanaise, qui commence à se répandre à travers le monde en de nombreuses succursales, fondée, il y a à peine douze ans, par un ancien employé du Crédit Lyonnais de Beyrouth : l'Intra-Bank. Aux dernières nouvelles, celle-ci rachèterait les derniers 30 % des parts qui lui manque pour en détenir la quasi-intégralité. Ainsi donc, la fusion souhaitée au départ par le gouvernement entre les chantiers F.C.M., La Ciotat, Port-de-Bouc, Le Trait (Seine-Maritime, où sont construits les moteurs dirigés ensuite sur la côte varoise) réalise, en fait, une lutte entre des capitaux privés et qui plus est, permet l'introduction de banques étrangères. Il s'agit donc bien d'un replâtrage puisque, de plus, on a proposé aux dirigeants syndicaux de Port-de-Bouc que les ouvriers viennent terminer le « Provence » à La Ciotat avec des avantages pour compenser les frais de transport, alors qu'à La Ciotat, les commandes se font de plus en plus rares également.

Les solutions

Comme le notait un responsable syndical que nous rencontrons la semaine dernière : « Nous sommes en système capitaliste et il faut donc, à l'heure actuelle, raisonner dans ce cadre. »

Notons, en passant, qu'on trouve dans cette justification la prise de position logique des syndicats qui viennent de refuser de participer à l'autofinancement des entreprises, qui est en soi, le chemin direct qui mène à l'intégration néo-capitaliste. Dans le cas des chantiers navals, on ne peut qu'envisager des solutions d'ensemble. C'est ce dont sont conscients les syndicats et les différents responsables locaux du département : c'est ainsi que s'est trouvé réalisé à La Seyne (où 500 travailleurs des entreprises sous-traitantes ont été mis à pied la semaine dernière), toutes autorités politiques et religieuses en tête, l'important cortège de La Seyne à Toulon. M. Olivier Guichard, délégué à l'aménagement du Territoire est, paraît-il, décidé à demander le classement de Toulon et de sa région, comme zone « d'adaptation », mesure incitant à la venue de nouvelles industries. Les syndicats (C.F.T.C. d'alors et C.G.T.) ont, depuis 1960, fait des propositions concrètes : dans leurs dernières entrevues avec MM. Bettencourt (secrétaire d'Etat aux Transports) et Jeanney (ministre des Affaires sociales), les responsables ont posé une nouvelle fois les questions qu'ils posent depuis 1960 et qui concernent la position du ministre du Travail par rapport aux licenciements, par rapport aux problèmes soulevés par le recyclage, par rapport à la généralisation du Fonds national de l'emploi lié à la pré-retraite pour les plus de soixante ans, par rapport à la réduction des horaires de travail. La C.F.D.T., pour sa part, a fait des propositions précises quant aux garanties à fournir aux travailleurs.

Mais dans la mesure où dans cette région les chantiers de construction navale sont une mono-industrie, les problèmes y prennent tout de suite une ampleur qu'ils n'ont pas ailleurs ; néanmoins en Seine-Maritime, au Havre essentiellement, la crise actuelle a des répercussions sérieuses. Sans oublier les usines du Trait, dont nous parlions plus haut, et qui sont, elles aussi, dans leur secteur une mono-industrie en voie de disparition.

Face à cette crise générale qui voit le potentiel économique de régions

entières s'effondrer, quelle est la solution ? Le même numéro de « La Vie Française » signale que « parallèlement avec d'autres établissements, de construction navale et financiers, on va s'efforcer de constituer (à propos des F.C.M., signalé par nous P.S.), une société de gestion qui ne s'occuperait pas du passif, mais chercherait à poursuivre les conversions nécessaires vers d'autres activités : chaudronnerie, Défense nationale ». Là encore, la situation n'est pas claire et les intérêts des travailleurs semblent bafoués au départ : pourtant seule une politique d'aménagement de ces régions, liée au développement technique et à la concentration industrielle réelle et nécessaire aujourd'hui, peut permettre le reclassement des ouvriers des chantiers du Var.

LA SEYNE

La partie
n'est pas encore gagnée

Depuis deux ans, le personnel des Forges et Chantiers de la Méditerranée vit et travaille dans l'incertitude. En 1964 et en 1965, il a dû subir, à deux reprises, des licenciements. Chaque fois, les syndicats ouvriers firent front et réussirent en partie à freiner les mesures patronales. Après la formation du nouveau gouvernement, que réserverait l'« année sociale » 1966 ? Fin janvier, les bruits les plus divers circulaient sur l'avenir des F.C.M. de La Seyne. La difficile situation des Ateliers de Port-de-Bouc était connue et les décisions qui étaient prises contribuèrent à alourdir l'atmosphère à La Seyne.

Les démissions

Depuis les licenciements, jamais encore l'ambiance n'avait paru aussi tendue. Aussi, c'est avec stupeur que les travailleurs et l'ensemble de la population seynoise (40.000 hab.) apprirent par les manchettes des journaux que M. Cheva-

Une réunion commune des syndicats C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. a retenu lundi le principe d'un arrêt de travail de deux heures pour jeudi des travailleurs des divers chantiers de construction navale. Les récentes manifestations de solidarité du Havre, les mouvements de grève de la marine marchande, suite de l'affaire du cargo « Ville de Lyon » que nous évoquerons prochainement, sont les réponses des travailleurs aux absences de propositions concrètes et sérieuses du patronat et des Pouvoirs publics. C'est dans le développement de luttes unitaires et dans la fermeté des syndicats qu'ils feront triompher leurs droits légitimes comme en est une ébauche le compromis temporaire à Port-de-Bouc.

Paul Sauzet.

ciété des F.C.M., M. Bevierre, administrateur judiciaire. M. Stewenson, de la Société Dreyfus, était désigné comme contrôleur des Chantiers de La Seyne.

Une semaine décisive

Dès le samedi 5, le Comité de soutien était convoqué. D'importantes décisions y furent prises : distribution de tracts, le dimanche, appelant la population à manifester le lundi ; manifestation seynoise prélude à la marche sur Toulon qui aurait lieu le mardi à 15 heures ; appels des syndicats, des partis, des groupements, des personnalités, des élus, de toute la gauche, de Mgr Barthe, évêque de Toulon-Fréjus, des pasteurs Carlier et Moussiég, de la Ligue des Droits de l'Homme, de l'U.D.A.F., de la jeune Chambre économique, de la C.G.C., du S.N.I., du S.N.E.T., des Associations de parents d'élèves.

Une demande d'audience était adressée à M. le Préfet. Le lundi, une



Une journée riche de promesses.

lier, président-directeur général des F.C.M., et M. Veyssières, directeur général, avaient donné leur démission des hautes fonctions qui leur avaient été confiées à la tête de l'entreprise. Ces brutales démissions causaient une extrême surprise.

Première réunion

Les premières heures passées, les responsables des syndicats ouvriers se réunissaient pour analyser la situation et envisager les mesures destinées à préserver les intérêts des personnels des chantiers. Aux syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. s'étaient joints, pour la première fois, la C.G.C. et le S.A.D. (syndicat autonome des dessinateurs). Un communiqué commun était remis à la presse. Une demande d'entrevue était adressée au ministre des Affaires économiques et sociales et au ministre des Transports. Telle était la situation au soir du 4 février 1966. De son côté, pour pallier les démissions, l'entreprise ayant déposé son bilan, le tribunal de commerce de la Seine désignait pour remplir les fonctions d'administrateur de la So-

réunion extraordinaire du Conseil général était convoquée, une délégation reçue par M. le Préfet.

Marche sur Toulon

Après l'entrevue avec M. le Préfet, la marche sur Toulon était autorisée. Ce mardi 8 février restera gravé dans la mémoire des populations seynoise et toulonnaise. Dès 14 heures, des milliers de Seynois attendent que sortent les ouvriers des F.C.M. A 15 heures, une dizaine de milliers d'hommes, de femmes et de jeunes se mettent en marche ayant à leur tête le conseil municipal et les élus communistes, P.S.U., S.F.I.O., qu'ils soient députés, sénateurs, conseillers généraux ou simples conseillers municipaux, tous sont là, au coude à coude. A la sortie de la ville, c'est environ 15.000 personnes qui se dirigent vers Toulon et le cortège sera acclamé par près de 20.000 Toulonnais. En fin de parcours, place Louis-Blanc, ce sont 25.000 personnes qui assistent au meeting. La Seyne était alors une

ville morte : dans les quartiers, comme dans le centre, tout était fermé. Le corps médical avait invité les médecins à suspendre toute consultation de 14 heures à 16 heures. Nul n'avait jamais rien vu de semblable dans le Var. La bataille était engagée. L'enjeu était l'avenir de plusieurs milliers de familles, de l'économie de la région toulonnaise. Pour remporter la victoire, La Seyne et Toulon scellaient un pacte qui s'exprimait dans chaque ovation recueillie par les « Marcheurs de l'Espoir ».

La partie pourtant n'est pas encore gagnée. Mais en montrant leur volonté de préserver l'avenir de La Seyne-Toulon, les Varois ont marqué un point qui peut être décisif.

(La délégation de la Fédération du P.S.U. était conduite par nos amis Poupard, Ravello, Vinciguerra et Rocchi ; la section de La Seyne par Janin, Mallet, Berretta, Mmes Messenie et Pès.)

Cette journée demeure riche de promesses. Pour les concrétiser, il suffira de maintenir cette magnifique union qui a soulevé l'enthousiasme de tous ceux qui en étaient les artisans et les témoins.

● *Premières victimes de la crise financière des F.C.M.* : les entreprises (et leur personnel) travaillant pour le compte des F.C.M. : de 1.000 à 1.700 sans-travail dès le lundi 14 février.

Certains employeurs sous-traitants, devant le refus des F.C.M. de régler les factures des travaux effectués, avaient décidé depuis le lundi 6 février de retirer leur personnel, notamment la S.A.M.I.C. et la S.A.T., entreprises de peinture et carénage, employant près de 220 travailleurs et travailleuses. Il y avait donc déjà 220 chômeurs, victimes de la situation créée. Les F.C.M. en prenant la décision de ne plus employer de travailleurs en régie et en demandant l'arrêt des travaux en cours, c'est

près de 1.700 travailleurs et travailleuses (soudeurs, tôliers, manœuvres...) qui vont ainsi être jetés à la rue. Cette catégorie de travailleurs est durement touchée. Mais, groupés autour de leur syndicat unique C.G.T., ils s'emploient dès à présent à sensibiliser l'opinion publique sur leur situation. Ils demandent, pour l'immediat, la garantie de leur emploi ; mais, pour l'avenir, luttent auprès de leurs camarades des F.C.M.

Cette situation des F.C.M. et de la construction navale en France est la conséquence de la mise en application progressive du fameux « Livre blanc », publié par le gouvernement et qui prévoyait de ramener les effectifs de la construction navale de 35.000 travailleurs à 17.500 en 1970.

C'est le gouvernement des monopoles au pouvoir qui, voulant pratiquer sa politique de concentration, est le premier responsable de cette situation.

Le patronat, avide de profits, n'a rien fait, durant ces dernières années, pour moderniser, investir et, par là, faire face à la concurrence internationale. Une aide de l'Etat, certes, est indispensable pour redresser la situation, mais un contrôle sévère avec participation des représentants ouvriers l'est aussi.

Malgré les promesses ministérielles du 10 février, les organisations syndicales sont convaincues que leur situation ira en s'aggravant. Les jours prochains peuvent être dramatiques pour le monde ouvrier. Mais, dans cette dure épreuve, nos camarades acquièrent une meilleure compréhension des problèmes politiques qu'ils sentent intimement liés aux problèmes économiques.

André Janin,

secrétaire de la section de La Seyne

Antoine Pès,

secrétaire de l'Union locale C.G.T.

L'absence d'une véritable planification

Depuis des années, la construction navale est en crise. Les raisons de cette crise ? La diminution du nombre d'unités allant de pair avec l'augmentation constante de la taille des navires — d'où la nécessité de reconverter les chantiers pour faire face aux exigences de la « préfabrication » — la concurrence de l'avion, les contrecoups pour la France de la décolonisation qui a réduit le trafic maritime. Et, par-dessus tout, la concurrence des Japonais qui, depuis quelques années, menacent les constructeurs européens en produisant de 20 à 30 pour 100 moins cher.

Les difficultés de la reconversion

En face de cette crise, les armateurs ont réagi en procédant à la concentration des chantiers et les pouvoirs publics ont accordé l'aide de l'Etat à ce secteur en difficulté tout en in-

progressivement réduite jusqu'à disparaître en 1972. Et pourtant, le principe de cette aide est aujourd'hui admis par la Communauté économique européenne, en premier lieu par les Allemands, eux-mêmes menacés par la concurrence japonaise.

En fait, la rigueur gouvernementale s'appliqua davantage aux travailleurs qu'aux capitalistes. Des milliers de salariés ont dû abandonner la construction navale pour prendre leur retraite ou être reconvertis. Cependant, la spécialisation de beaucoup d'ouvriers des chantiers, l'âge de ces derniers (40 p. 100 avaient, en 1964, plus de 40 ans) rendaient difficile la reconversion.

A Saint-Nazaire, les Chantiers de l'Atlantique occupent 8.600 ouvriers — dont un peu plus des deux tiers dans la construction navale — et malgré les débouchés créés dans la grosse chaudronnerie, la crise de l'emploi

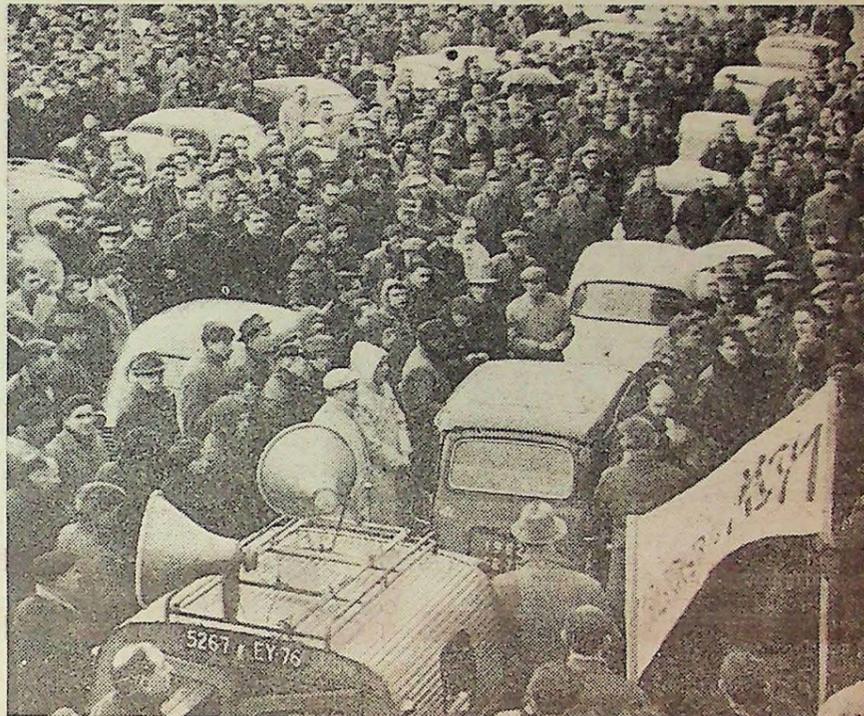


Photo Agip.

Le mécontentement des ouvriers se manifeste partout.

sistant sur le fait que cette aide ne serait pas éternelle. D'où la nécessité pour les chantiers de se reconverter, en partie, dans d'autres activités, quitte à réduire le nombre des travailleurs employés. Les intérêts des armateurs et la volonté du gouvernement allaient incontestablement dans ce sens.

Le sous-emploi qui sévit actuellement en Loire-Atlantique — 5.500 demandes d'emploi non satisfaites — la fermeture des chantiers de Port-de-Bouc, les menaces qui pèsent sur les Forges et Chantiers de la Méditerranée et qui se sont déjà traduites par les licenciements de La Seyne montrent qu'il n'en a pas été ainsi. Les réactions ouvrières sont très vives et aussi celles des populations dont la vie dépend, en grande partie, de l'activité des chantiers (à La Seyne, 130 entreprises travaillent pour ces derniers).

Les mesures de concentration décidées par le patronat se sont accélérées en 1964 à Nantes, au Havre et à Rouen. Au début de cette même année, un plan de fusion concernait les Forges et Chantiers de la Méditerranée (3.400 personnes employées à La Seyne et au Havre), les Chantiers Navals de La Ciotat (3.000 travailleurs), les Chantiers et Ateliers de Provence (1.100 travailleurs à Port-de-Bouc), les Ateliers et Chantiers de la Seine-Maritime (1.500 travailleurs au Trait). En principe, les établissements du Trait et de Port-de-Bouc devaient être sacrifiés.

Le gouvernement, même s'il affichait des principes de libéralisme, ne devait pas ignorer que de telles situations étaient possibles puisqu'il avait sorti, en 1960, un « livre blanc » qui prévoyait, en huit ans, la réduction de près de la moitié de la production, la compression des effectifs (qui devaient passer, dans la construction navale, de 30.000 à 18.000 en 1966), la reconversion des chantiers et, naturellement, l'encouragement à la concentration. Parallèlement, l'aide de l'Etat devait favoriser la réalisation de ces mesures mais on décida, en 1962, qu'elle devait être

continue à sévir en Loire-Atlantique.

Demain, le chômage risque de frapper également le département du Var parce que la reconversion des chantiers de La Seyne n'a pas été assurée à temps.

Le déficit se chiffrait par dizaines de millions. On incrimine une mauvaise gestion : l'argent perdu pour la fabrication du paquebot de luxe norvégien *Saga fiord*, l'arrêt par l'Etat des commandes de chars d'assaut.

Cependant, les activités de remplacement existent — telle la réalisation d'usines d'incinération d'ordures — si l'on trouve les 20 millions nécessaires actuellement au maintien de l'activité des chantiers. Cela dépend à la fois de l'Etat et des actionnaires.

Des mesures nécessaires

Les pouvoirs publics ont demandé à ces derniers de déposer leurs titres en garantie pour permettre aux Forges et Chantiers de la Méditerranée d'obtenir un prêt important. M. Onassis, le riche armateur grec, détenteur de 40 p. 100 des actions, a refusé. L'Etat n'a-t-il aucun moyen de l'y contraindre ? Devrait-il se contenter d'assurer la « socialisation des pertes », comme il le fait depuis si longtemps en régime capitaliste ? Face à cette situation, les syndicats ne devraient-ils pas présenter un contreplan propre à assurer la survie de l'entreprise ?

Il faudrait que la création d'une caisse nationale d'investissement vienne remédier à l'échec de la nationalisation du crédit et rendre possible l'implantation d'industries nouvelles dans les régions en voie de régression économique. C'est une des conditions de l'instauration d'une véritable planification sans laquelle il ne peut y avoir de plein emploi dans une économie vouée à la mobilité par les progrès de la technique et l'accroissement de la concurrence internationale.

Maurice COMBES

LE HAVRE

Solidarité avec les travailleurs

Déjà engagée dans l'action pour la défense de l'emploi au Havre, la section havraise du P.S.U. réaffirme son entière solidarité avec les travailleurs en lutte.

Le Parti Socialiste Unifié se situant à l'intérieur du monde du travail, les luttes des travailleurs sont les siennes ; son action se plaçant au niveau qui est le sien, c'est-à-dire le plan politique.

La section havraise du P.S.U. appelle la population tout entière de notre cité à envisager les conséquences qui découleraient pour elle de l'application des mesures prises contre les travailleurs, particulièrement ceux des chantiers navals.

En effet, les commerçants, les artisans, les ouvriers et les cadres de très nombreuses autres entreprises et quantité d'autres habitants de notre agglomération se trouveraient atteints dans leurs conditions de vie, si les projets des banquiers, du patronat et du pouvoir étaient réalisés.

Ceux qui ne sont pas, pour cette fois, menacés mais dont le civisme ou l'intérêt pour la chose publique les font se pencher sur les grands problèmes d'intérêt collectif sont concernés et doivent s'engager dans l'action afin de faire prévaloir des solutions basées sur les besoins des hommes.

Tel est le choix ! A savoir si le système de production fonctionne pour satisfaire les besoins des membres de la collectivité ou si le profit de quelques « Crésus », considéré comme une fin en soi est l'impératif absolu s'imposant aveuglément, au détriment des conditions d'existence et de la dignité des populations de villes et de régions entières.

Il n'y a pas de véritable crise dans telle branche industrielle ! Il n'y a pas de difficultés subites et inexplicables pour telle entreprise en cause ! Les commandes sont possibles et les profits jusqu'ici copieusement. Il s'agit bien d'un plan concerté entre patrons, banquiers et Pouvoirs publics. Les déclarations officielles et les actes sont là qui le prouvent ! (voir le V^e Plan prévoyant l'augmentation du nombre des chômeurs, même si des déclarations contradictoires nous par-

viennent ensuite pour tenter de masquer les responsabilités, ou par crainte de l'action des travailleurs. Et ce plan est à l'échelle nationale ! Ainsi, Le Havre, dont la situation, certes, nécessite l'action de toute sa population, n'est cependant pas la ville la plus menacée dans son activité économique. Nantes, Marseille, Bordeaux, Fécamp plus près de nous, tant d'autres villes et régions par tout le pays, subissent les conséquences de la politique économique et sociale du patronat, des banques et du Pouvoir !

L'action contre cette politique a sa source sur place, à chacun des endroits où ses conséquences se font sentir. Au Havre, toutes les organisations réunies exigent le maintien des Chantiers de Gravelle et de l'ensemble des F.C.M. En l'obtenant, nous marquerons un coup d'arrêt précis à ce qui est une politique d'ensemble. Cela est nécessaire, mais non suffisant. Comme le soulignent les organisations syndicales, il faut non seulement s'attaquer aux effets mais aux causes des mesures que l'on veut nous faire subir. Comme nous l'avons vu, c'est le système économique dans son ensemble qui est en cause !

Un gouvernement d'une autre étiquette, mais conservant les mêmes structures de la société, serait amené à pratiquer à peu près la même politique. C'est non seulement la politique du régime gaulliste qui est en cause, mais le système capitaliste lui-même. Il faut donc renverser l'un et combattre l'autre !

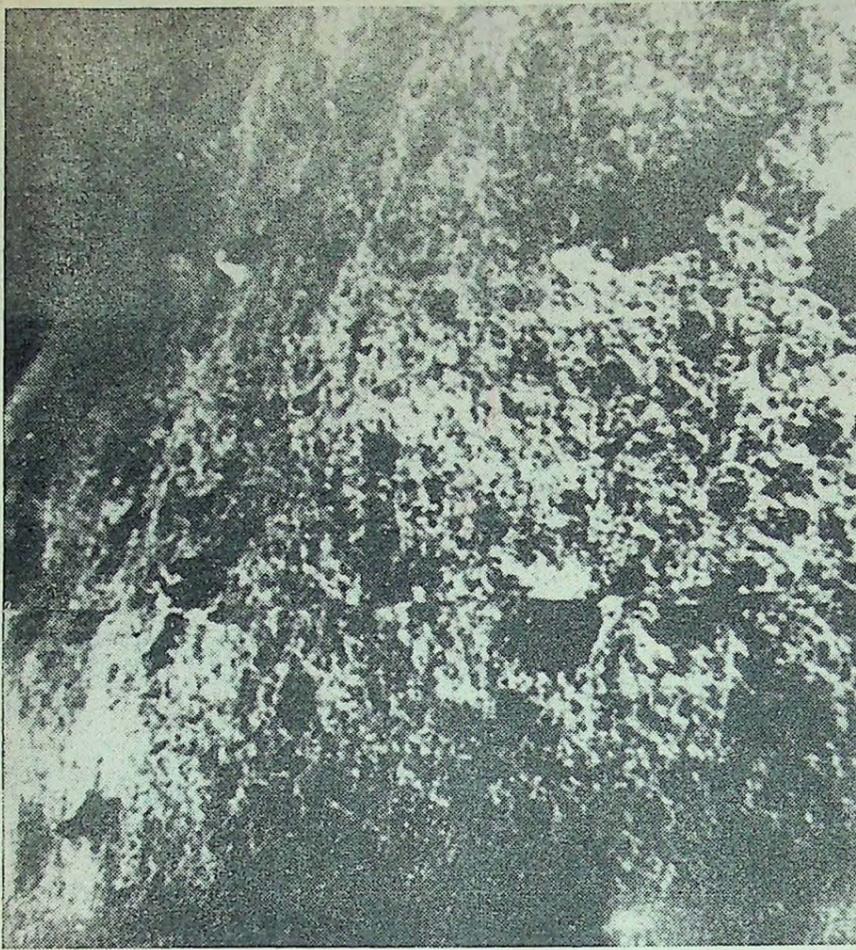
Tel est le sens de l'action du P.S.U. Tel est l'état d'esprit avec lequel il se tourne vers les autres organisations politiques se réclamant de la classe ouvrière, pour définir et proposer au pays des solutions socialistes aux problèmes vitaux qui se posent maintenant. C'est cela que les travailleurs, dont nous saluons l'unité dans l'action, attendent de nous !

La section havraise du Parti Socialiste Unifié appelle donc tous les Havrais à s'unir aux travailleurs dans leurs manifestations et à appuyer l'action de la municipalité.

La section havraise du P.S.U.

L'événement scientifique

Qu'en pense-t-on à Moscou ?



(Photo A.F.P.)

LA LUNE

POUR la première fois dans l'histoire, un appareil, créé par l'homme s'est posé sur la Lune et transmet à la Terre des informations qui ont une importance incalculable pour la science.

Les observations effectuées par les astronomes depuis la Terre ont aidé à expliquer une série de problèmes concernant la structure de la surface lunaire, les conditions physiques existant sur notre satellite naturel. A l'aide d'un télescope, lorsque les conditions atmosphériques sont bonnes, on distingue nettement les vallées lunaires, les montagnes circulaires, les cirques et cratères, les longues et hautes chaînes montagneuses ainsi que certaines cimes. L'intérieur des cratères se présente à nous sous la forme de profondes fosses noires.

Les grandes montagnes circulaires de la Lune se dénomment cirques, les plus petits cratères. En réalité, les cirques et les cratères sont de formes arrondies. C'est seulement leur position au bord de la partie visible du disque lunaire qui les fait paraître allongés du fait de la perspective. Les petits cratères lunaires sont en quantité innombrable. Ils se trouvent dans les énormes dépressions des « mers » de la Lune et même sur les pentes des grands cratères et cirques. Certains cirques sont de très grandes dimensions, jusqu'à 200 km de diamètre. Mais il y a tant de petits cratères qu'il est impossible, de la Terre, de les remarquer. Les petits cratères s'appellent quelquefois craterlets ou pores. Le diamètre de ceux-ci peut aller de quelques centaines de mètres à quelques kilomètres. Les photos, réalisées par les Américains à l'aide des stations cosmiques « Ranger », ont montré qu'il existe encore de plus petits craterlets, d'un diamètre de moins d'un mètre. Certains ont un fond concave.

Sur la Lune il existe également des cratères isolés avec une partie de la paroi de la cheminée détruite. Certains cratères paraissent s'enfoncer dans la croûte lunaire et, à l'extérieur, n'apparaissent que leurs cimes. En général, à l'aide des plus puissants instruments astronomiques et dans de bonnes conditions d'observation, il est possible de distinguer sur la Lune des objets d'une centaine de mètres.

Les plus hautes montagnes lunaires atteignent neuf kilomètres. Les taches

les plus sombres, appelées « mers », sont simplement des dépressions d'une profondeur de un à deux kilomètres.

Sur la surface lunaire, on peut observer également des crevasses ou « sillons ». Certaines de ces crevasses sont si étroites qu'elles ne sont visibles que sous un éclairage déterminé du Soleil et durant quelques heures seulement. Les rayons appelés « rayons clairs » présentent un grand intérêt. Ce sont des formations d'une certaine matière claire.

Si le relief de la surface lunaire est connu d'une manière assez détaillée et si nous connaissons bien la forme et les dimensions des inégalités importantes, la structure de la couche superficielle est très difficile à étudier, à partir de la Terre. Il existe cependant des méthodes qui donnent la possibilité de porter une conclusion sur le « terrain lunaire ».

Une de ces méthodes, c'est l'observation photométrique réalisée à l'Observatoire astronomique de l'Université de Kharkov. Elle est basée sur le changement d'intensité lumineuse de différentes parties de la surface lunaire sous une hauteur différente du Soleil au-dessus d'elles. Les particularités de réflexion de la lumière ont permis de conclure à l'extraordinaire porosité des roches qui composent la surface lunaire. Sa structure est presque la même à la cime des montagnes que sur leurs pentes et aux pieds de celles-ci.

Une telle uniformité de la couche supérieure du sol lunaire est le résultat de l'action, sur elle, des facteurs cosmiques extérieurs et intérieurs. Les micrométéorites, bombardant en permanence la Lune, les corpuscules solaires, les rayons cosmiques ultraviolets et les rayons X se rattachent aux facteurs extérieurs. Le facteur intérieur, c'est l'action des volcans lunaires rejetant de leurs entrailles des fragments de roches montagneuses. Ces fragments, projetés à une grande distance de l'orifice du cratère, retombent sur la surface lunaire.

En heurtant le sol lunaire, ils s'éfritent encore plus et créent une partie de ces grains qui, à cause de la forte augmentation de température créée par les chocs des météorites, fondent et forment la masse spongieuse de la croûte supérieure de la Lune. Quelle est la profondeur de

Comment les Soviétiques ont-ils eu connaissance de l'alunissage de Luna ? Quels ont été les commentaires de la presse soviétique ? Sur quels aspects ont-ils particulièrement insisté ? Pour le savoir, nous avons parcouru plusieurs journaux soviétiques. Plus spécialement Les Nouvelles de Moscou dans son numéro spécial du 6 février, a rendu hommage à la science et à la technique soviétiques. Nous avons pensé intéresser les lecteurs de T.S. en portant à leur connaissance, les articles de vulgarisation d'éminents savants tels que N. Barabachov, de l'Académie des Sciences de Kharkov, et Mikhaïl Kliakotko, de l'Institut d'Astronomie Sternberg. Nous remercions la direction des Nouvelles de Moscou d'avoir bien voulu nous autoriser à reproduire les articles ci-dessous qui complètent de façon originale les informations parues dans la presse française. — T.S.

cette masse spongieuse ? Elle n'est certainement pas très grande et ne doit pas dépasser un demi-mètre.

Les résultats des observations photométriques confirment les recherches sur la Lune faites à l'aide de méthodes radiométriques. En témoigne également le changement de température de la surface suivant la hauteur du Soleil sur ladite région de la Lune, en particulier durant les éclipses lunaires.

Malheureusement, ces données sont insuffisantes pour juger d'une manière précise de la solidité de la surface lunaire et de la charge qu'elle peut supporter sans s'affaisser.

On ne peut bien étudier la structure, la solidité, la composition chimique et les autres particularités de la surface lunaire, ses propriétés thermiques, que par des observations directes depuis des vaisseaux cosmiques la frôlant de près ou à l'aide de laboratoires automatiques alunissant en douceur. De tels laboratoires étudieront sur place les particularités physiques des roches lunaires et de l'atmosphère et transmettront ensuite les résultats de ces observations à la Terre, par radio.

Les données ainsi reçues permettront, avec le temps, de faire un nouveau et très grand pas dans l'étude et la conquête du cosmos, de réaliser le vol de l'homme sur la Lune.

Dans quelles conditions se trouvera l'homme après avoir aluné ? Le cosmonaute A. Léonov, pour la première fois au monde, a montré que l'homme pouvait travailler dans l'espace cosmique et, par conséquent, qu'il était capable de mettre pied sur la Lune.

Pour pouvoir sortir du vaisseau, une fois sur la Lune, il faudra revêtir un scaphandre garantissant les conditions indispensables de survie. L'atmosphère de la Lune est presque aussi raréfiée que l'espace cosmique. C'est pourquoi le fonctionnement des appareils et mécanismes doit être, de la même façon, garanti.

Pour l'observateur se trouvant sur la Lune, le spectacle est peu ordinaire. Le ciel paraît complètement noir parce que le fond bleu de l'atmosphère éclairé par les rayons solaires manque, et la lumière solaire est extraordinairement intense. Autour du Soleil, on voit clairement le bord vermeil de sa chromosphère et les protubérances rouges qui s'élèvent très haut. La couronne argentée du Soleil dont la partie extérieure ne peut être observée de la Terre que durant les éclipses solaires et la partie intérieure qu'à l'aide d'appareils spéciaux, brille fortement.

Sur la Lune, les étoiles sont visibles de jour comme des immobiles points brillants et ne scintillent pas. C'est que leur scintillement que nous observons de la Terre est provoqué par la réfraction changeante de la lumière dans les vagues d'air. La vue des constellations, depuis la Lune, est la même que de la Terre puisque la distance qui nous sépare de notre satellite naturel est infime par rapport aux distances qui nous séparent des étoiles. Seule l'Étoile Polaire est autre depuis la Lune : l'axe de rotation de la Lune n'est pas le même dans l'espace. L'étoile Oméga, dans la constellation du Dragon, est la plus proche du pôle septentrional lunaire. Autour d'elle « tourne » le ciel étoilé de la Lune. Notre planète se présente sous la forme d'une boule d'un bleu intense occupant dans le ciel une surface visible 13,7 fois plus grande que celle qu'occupe chez nous la Lune. Même à l'œil nu, on pourra voir comment la Terre effectue sa rotation autour de son axe, comment les nuages cachent telle ou telle autre partie

de sa surface, comment « tournent » mers, océans, continents.

Le Soleil se déplace lentement dans le ciel parmi les étoiles, restant au-dessus de l'horizon pendant presque deux semaines, puis disparaît pour la même période. Aucun nuage n'affaiblit l'éclat de ses rayons.



Se déplacer sur la surface lunaire est parfaitement possible. Certes, à cause de ses aspérités et inégalités, de ses nombreuses élévations de terrains, crevasses et dépressions, un tel voyage offrira quelques difficultés. Cependant, à l'aide de la technique moderne, il est possible de les surmonter. Les stations automatiques lunaires et les chercheurs seront, sans aucun doute, équipés d'appareils et de dispositifs de déplacement correspondants. Il viendra un temps où, sur la Lune, seront créés des observatoires spéciaux astronomiques et lunométriques avec différents laboratoires. Ils exécuteront d'importantes observations sur la surface et dans les entrailles de la Lune.

Les astronomes et géophysiciens

Des sommets hauts des cirques de 30

● La distance moyenne de la Lune à la Terre est de 384.000 km, soit 60 rayons terrestres. La distance varie entre 354.000 et 406.000 km.

● Le diamètre de la Lune est de 3.476 km, soit 27 % de celui de la Terre ; sa surface est de 37.932.000 km², soit 14 % de celle de notre planète. Elle est à 1/40 de la distance de la Terre.

● Le volume de la Lune est de 53.000.000 km³, soit 1/50 de celui de la Terre ; la masse de notre satellite est de 73.400.000.000 kg, soit 1/81 de celle de la Terre.

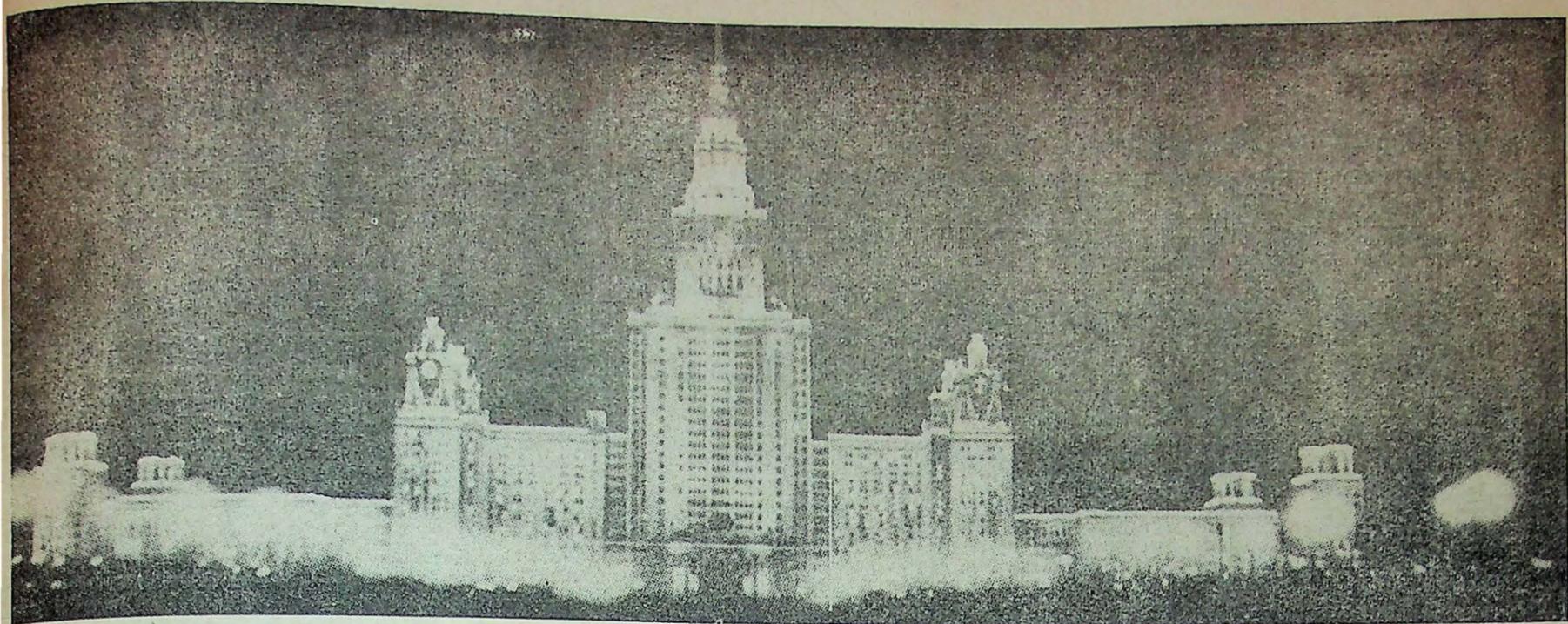
● La Lune fait un tour complet autour de la Terre en 29 jours, 12 heures, 44 minutes et 2,2 secondes. Elle met le même temps à tourner sur elle-même.

● La Lune est dépourvue d'atmosphère et d'océans ; qu'on lui applique son propre poids, on constate que le niveau de la science au début des observations de la Lune au télescope ignorait la nature de la surface.

● Les plus hauts sommets de la Lune sont situés à 9.000 m d'altitude (comme un des sommets du Pôle Sud). Le diamètre de la Lune est d'environ 300 kilomètres.

● Les photographies de la Lune prises par les stations cosmiques, démontrent que la face de la Lune est beaucoup plus riche en cratères que la face cachée est plus montagneuse.

● Comme le rayon de la Lune est de 1.738 km, la surface lunaire est considérablement plus grande que celle de la Terre. La zone sur la Lune n'est distante de la Terre que de 384.000 km, contre cinq kilomètres en



L'Université de Moscou forme chaque année des milliers de chercheurs.

LES CIVILISATIONS EXTRA-TERRESTRES EXISTENT-ELLES ?

révont depuis longtemps aux observatoires lunaires. Les géophysiciens pourraient organiser sur la Lune un bureau météorologique pour prévoir le temps dans les différentes régions du globe terrestre, un service de prévision de tel ou tel phénomène atmosphérique dangereux. En effet, actuellement, les stations météorologiques, grâce auxquelles on établit les prévisions du temps, sont installées sur la terre ferme. La majeure surface des eaux, océans et mers, qui occupent presque les quatre cinquièmes de la surface terrestre, ne possède pas de telles stations. Et pourtant la connaissance, par les météorologistes, des conditions dans ces régions est indispensable pour bien prévoir le temps sur de grands territoires et pour de longues périodes. De la Lune, même de simples moyens optiques permettent de faire de telles observations et de voir comment se forment les cyclones, de déterminer leur puissance et de suivre leur évolution.

Il sera extraordinairement intéressant pour les géologues d'étudier les phénomènes volcaniques et sismologiques sur la Lune. Cela leur permettra de comprendre de nombreux phénomènes encore peu étudiés, à la surface et dans les entrailles de notre planète.

Sur la Lune, il n'y a pas d'atmosphère dense. Aussi est absente son action qui réduit les possibilités d'employer de très puissants instruments et ne permet pas d'examiner les petites particularités sur les planètes du système solaire, d'étudier les étoiles peu lumineuses et les nébuleuses. On voit donc que les observations de la Lune exerceront une influence sensible sur le développement de nombreuses sciences « terrestres », enrichiront l'humanité de nouvelles connaissances sur les lois de la nature.

N. Barabachov,
de l'Académie des Sciences
d'Ukraine.

comme l'Everest,
km de diamètre

erre à la Lune est de 384.000 km, suivant une orbite elliptique, cette distance varie de 357.000 à 405.500 kilomètres.

Le diamètre de la Lune est de 3.476 km, soit quatre fois moins que celui de la Terre. La gravité est 14 fois moins importante que sur la Terre. L'air est presque égal au territoire de l'Asie.

La densité de la Lune est 3,3 fois moins importante que celle de la Terre. La température moyenne est de 3,3 g par cm³.

La Lune tourne sur son axe en 27 1/3 jours terrestres. Pour faire le tour de la Terre, c'est-à-dire une fois autour du globe lunaire.

La Lune est une sphère et d'eau. Les termes « mers » et « océans » sont purement conventionnels. Ils reflètent l'état de l'humanité au 17^{ème} siècle, époque des premières observations astronomiques de cette époque.

Les satellites naturels atteignent des diamètres de la chaîne Leibniz, aux pôles, et des plus grands cirques lunaires.

La Lune est invisible de la Lune, prises au moment où elle est à l'horizon, les stations interplanétaires soviétiques sur la Lune qui est tournée vers la Terre, et « océans » ; en revanche, sa surface est plus convexe. La ligne de l'horizon est à deux kilomètres au-dessus de la surface.

Le diamètre de la Lune est plus court que celui de la Terre, et plus convexe. La ligne de l'horizon est à deux kilomètres au-dessus de la surface.

DEJA Giordano Bruno, le grand Italien, avait émis l'opinion qu'il existe, dans l'univers, une multitude de mondes habités. Maintenant que l'homme a pénétré dans le cosmos, ce problème devient de plus en plus un objet de recherches scientifiques. C'est tout naturellement qu'il se pose aux savants, comme la suite logique des progrès de la connaissance de la nature et de la société.

Nous assistons à la naissance d'une nouvelle science qui, sans avoir encore reçu de nom, est suivie avec une attention soutenue non seulement par les spécialistes, mais aussi par le grand public. Au cours de ces trois ou quatre dernières années, on a vu paraître plus de cent ouvrages, traitant de divers aspects de la question.

*Êtes pensants,
ou êtes-vous donc ?*

LA question de l'existence (ou de l'absence) de la vie, quelle qu'en soit la forme, sur les planètes les plus proches de nous — Vénus et Mars — sera résolue à court terme. Si elle existe, l'étude de ses formes nous permettra d'étendre nos notions de la vie en général, des lois de son évolution et de l'apparition des êtres raisonnables. Incontestablement, tout cela contribuera grandement à la recherche de civilisations extra-terrestres.

Fortes d'arguments indirects, mais suffisamment concluants, liés à la manière particulière des étoiles d'accomplir leurs révolutions, de nombreux savants en sont arrivés à la conclusion que notre galaxie comprend de multiples systèmes planétaires.

Quels sont les moyens qui permettraient d'entrer en contact avec des êtres pensants à travers l'univers ? Primo : les vols interplanétaires et notamment l'envoi de sondes cybernétiques automatiques ; secundo : les communications radio. L'utilisation, à ces fins, des fusées est une question d'avenir. Quant à établir des contacts à l'aide d'ondes électromagnétiques, cette idée est tout à fait réalisable, aujourd'hui même. Car nous sommes en mesure non seulement de capter des signaux d'êtres raisonnables qui habitent cette galaxie et même beaucoup plus loin, mais aussi de leur envoyer nos propres messages.

*Le langage inconnu
de l'univers*

EN cherchant à capter des signaux de civilisations extra-terrestres, nous pourrions découvrir, à l'heure actuelle, seulement celles des civilisations qui ont atteint un niveau de développement plus élevé. Car, pour parvenir jusqu'à nous à partir de telle ou telle étoile, les signaux mettent des dizaines, des centaines, des milliers, des dizaines de milliers et même des millions d'années, selon la distance à laquelle ces étoiles se trouvent de notre Terre. Pour définir le niveau de civilisation, les savants proposent comme critère la production de l'énergie.

Nikolaï Kardachev, collaborateur à

l'Institut d'astronomie Sternberg, divise les civilisations éventuelles en trois types.

Pour le type I la production de l'énergie s'exprime environ par quatre multiplié par dix élevé à la dix-neuvième puissance ergs par seconde. A l'heure actuelle, l'énergie que nous produisons sur la Terre s'exprime par trois multiplié par dix élevé à la dix-neuvième puissance ergs par seconde. La production de l'énergie double tous les vingt ans. Ainsi la civilisation terrestre pourrait être classée comme appartenant au premier type.

La civilisation du type II est maîtresse de l'énergie émise par son étoile : la consommation de l'énergie y est environ de quatre multiplié par dix élevé à la trente-troisième puissance ergs par seconde.

La civilisation du type III est en possession de l'énergie à l'échelle de sa galaxie, la consommation se chiffrent à quatre multiplié par dix élevé à la quarante-quatrième puissance ergs par seconde.

Disposant d'immenses ressources d'énergie, de telles civilisations ont tout le loisir de converser entre elles. Kardachev a émis une hypothèse hardie, à savoir que certaines sources de radiation cosmique constatées de nos jours seraient artificielles. Evidemment, nous ne sommes pas encore parvenus à déchiffrer les signaux émis.

*Une langue à l'usage
de la galaxie*

LES sources artificielles sont censées avoir des dimensions angulaires peu considérables, varier avec le temps et avoir un spectre de signal déterminé. Deux sources d'irradiation particulières — STA 21 et STA 102 — sont connues aujourd'hui. De petites dimensions angulaires, elles ont — et c'est là leur trait le plus intéressant — un spectre qui ressemble fort à un spectre artificiel. A l'Institut d'astronomie, d'août 1964 à février 1965, Guennadi Cholomitski a procédé à des mesures de la radio-émission de ces objectifs cosmiques sur l'onde 32,5 cm. Il a pu établir ainsi que la source STA 102 était ponctuelle, alternative et qu'elle avait un spectre de radio-émission correspondant. Les observations et les recherches à venir doivent nous permettre d'apprendre si elle est artificielle ou non.

Les progrès réalisés par la radio-physique et la radio-astronomie permettent, dès maintenant, d'établir la communication radio à une distance de plusieurs dizaines d'années lumière. Dans les limites de ce rayon, il est possible de compter plusieurs centaines d'étoiles. Il n'est nullement exclu qu'au cours des prochaines décennies, les distances des communications se voient portées à 300 ou 400 années lumière. Dans ce cas, le nombre des étoiles qui y seraient comprises atteindrait plusieurs centaines de milliers. La longueur d'onde de 21 cm doit être connue de tous les êtres doués de raison. Elle correspond au spectre de l'hydrogène.

Avec un émetteur suffisamment puissant, la radio et la télévision permettent de transmettre tous les genres d'informations. Etant donné que le signal mettra très longtemps à

parvenir au destinataire, les savants proposent de transmettre une quantité maximum d'informations (de façon ininterrompue, chacune des parties communiquant tout ce qui lui est connu).

Les statistiques disent que 100 millions de livres ont été écrits au cours de toute l'histoire de la société humaine. Si on transcrivait toute cette documentation en code (de la même manière que l'on établit les programmes pour les machines à calculer), il suffirait d'un jour et d'une nuit pour la transmettre par radio. Quant aux connaissances générales, leur transmission ne demanderait que 100 secondes. Un autre problème, c'est la langue. On peut supposer, sans hésiter, que si la civilisation qui capte nos signaux nous est techniquement supérieure, elle sera à même de déchiffrer nos signaux (qui seraient fondés sur les lois de la nature ou de la structure de la matière) et même de comprendre notre langue. De toute façon, on procède aujourd'hui à la mise au point d'un système spécial de « langage cosmique ».

*En vue d'une rencontre
avec d'autres mondes*

LETE dernier, à l'Observatoire astrophysique du Burakan, en Arménie, une première conférence de savants soviétiques a été consacrée au problème des civilisations extra-terrestres et aux moyens d'établir des contacts avec elles. Nombreux ont été les astronomes, les astrophysiciens, les spécialistes de la radio et de l'électrotechnique connus (de Moscou, de Leningrad, d'Erevan, de Gorki et de Novosibirsk) à prendre la parole à cette réunion.

Une décision y a été prise disant notamment que « l'établissement de contacts avec des civilisations extra-terrestres aurait une importance primordiale pour les sciences naturelles, la philosophie et les pratiques sociales de l'humanité. Jusqu'à ces derniers temps, cette tâche restait au-dessus des moyens techniques disponibles. Or de nos jours, des conditions réelles existent permettant de réaliser des recherches et des expériences dans le but d'entrer en contact, à l'aide d'ondes électromagnétiques, avec des civilisations extra-terrestres techniquement évoluées ».

La conférence a élaboré, pour les expériences, deux directions principales consistant à : 1) mener des recherches planifiées et régulières de signaux artificiels à partir d'objectifs se trouvant dans un rayon d'environ mille années-lumière et à envoyer des signaux à d'éventuels correspondants ; 2) chercher à capter des signaux parvenant de civilisations beaucoup plus évoluées, par une étude détaillée des sources de radio-émission cosmique, censées avoir une origine artificielle.

Un centre scientifique spécial a été créé en vue de coordonner toutes ces recherches.

Mikhail Kliakotko,
de l'Institut d'Astronomie
Sternberg.

(ISRAËL) LE KIBBOUTZ (suite)

Aspects dynamiques
et problèmes du socialisme

1. — Les premiers temps

Au début les kibboutz (1) ont été des coopératives agricoles de production strictement communautaires, regroupées dans quelques mouvements pionniers comme Hashomer Hatzair. Leurs membres étaient très souvent des socialistes de diverses tendances originaires d'Europe centrale, ils avaient eu généralement une bonne formation intellectuelle.

Il s'agissait pour eux de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, de remettre en valeur le travail productif manuel en fertilisant la terre des ancêtres. Il fallait montrer qu'une égalité réelle des hommes était possible, montrer que le juif pouvait être autre chose qu'un intellectuel ou un usurier.

Si, au départ, les kibboutz n'ont pas eu d'activité industrielle, ce n'est pas seulement par attachement à une terre, mais aussi parce qu'il y a 50 ans l'agriculture demandait assez peu de capitaux et beaucoup de bras. Vivre au kibboutz c'était mener une lutte quotidienne, renier toute ambition personnelle, tout désir de pouvoir personnel, accepter une vie difficile, accepter de ne même pas avoir la propriété de ses vêtements... Ce n'était pas destiné à n'importe qui.

2. — La situation actuelle en Israël

Ces dernières années, on a assisté à une forte élévation du niveau de vie, en liaison avec une rapide croissance économique. L'initiative privée prend une ampleur considérable due en grande partie au soutien du gouvernement et à d'importants apports de capitaux étrangers, américains en particulier. Le secteur tertiaire prend une extension considérable, due à l'élévation de la production conjointement à la nature des activités de beaucoup d'immigrants dans leurs pays d'origine ; environ les 2/3 du revenu national passeraient maintenant par le secteur tertiaire, cela est beaucoup trop pour Israël qui par certains côtés demeure un Etat sous-développé. La plupart des nouveaux immigrants, originaires des pays du Moyen-Orient, sont en général dépourvus de qualifications techniques et montrent une mentalité très individualiste. Le secteur arabe de l'Etat d'Israël reste en marge de tout ce mouvement, demeure une seconde zone qu'on ne cherche pas assez à arracher de la misère. Beaucoup de gens, même dans des kibboutz, manifestent un chauvinisme très vif.

L'ensemble du secteur collectiviste d'Israël reste pourtant solide, tant du côté économique que du côté des organisations politiques et des mouvements de jeunes. Les kibboutz forment des réseaux, ils sont regroupés essentiellement dans 3 mouvements rattachés aux 3 grands partis ouvriers d'Israël, leur action est en partie centralisée. La Histradouth reste très puissante par le nombre de ses adhérents, par la grande extension du mouvement coopératif Hevrat Ovdim, par l'importance des entreprises qu'elle possède : industrie lourde, construction. Un grand danger qui demeure dans la Histradouth est son manque de démocratie, tout le monde vote pour l'élection d'une convention qui désigne ensuite les membres d'un conseil permanent, mais les expériences de comités de gestion ne réussissent pas, et il tend à se former dans le secteur entreprises une véritable classe de dirigeants qui n'écourent guère qu'eux-mêmes.

Une nouvelle forme d'organisation collectiviste est apparue qui se développe assez bien : les moshavim ou villages coopératifs. On peut en gros les considérer comme des coopératives de ventes et d'achats, possédant une grande partie du matériel agricole.

3. — Comment les kibboutz
sont-ils vus de l'extérieur ?

L'économie d'Israël est donc très hybride, elle ne se lance pas dans une direction idéologique donnée, il faut relier cela à l'existence d'un scepticisme très répandu, et pas seulement parmi les jeunes, à l'égard de toutes les idéologies. Beaucoup de gens recherchent une existence facile, en ont assez des idées de dépassement,

de soi, d'ascétisme, de sacrifice, etc.

Beaucoup de gens parlent encore du mouvement kibboutzim avec une certaine fierté, comme de quelque chose de vraiment original et comme quelque chose qui par sa lutte a aidé l'implantation d'Israël. Dans une société plus ou moins désabusée ils maintiennent un esprit, une flamme pionnière, un idéal, beaucoup, même s'ils n'ont pas d'idées socialistes, reconnaissent donc que le kibboutz a encore une utilité générale, un rôle à jouer en tant qu'organisation solide et structurée dans une société dont on ne sent pas où elle va, dans une société à laquelle on ne trouve pas d'âme même si l'on n'en cherche pas. Des hommes politiques leur recon-



Un combat contre la nature.

naissent froidement une utilité en tant que centres de défense sur les frontières d'Israël ; beaucoup de kibboutz, en Galilée surtout, sont des implantations juives avancées, à quelques centaines de mètres des pays arabes.

Les critiques

Pourtant, le prestige des kibboutz est en déclin, certaines de leurs difficultés économiques sont sérieuses et les critiques peuvent être vives.

On reproche bien, sur la restriction des libertés individuelles, le contrôle social trop étroit et trop sévère. On critique aussi les haverim sur leur fierté, leur orgueil d'être différents des autres. On s'en prend quelquefois avec passion à la conception de la vie familiale dans les kibboutz et plus souvent, on y critique l'éducation : éducation protégée, éducation qui ne fait pas voir le monde tel qu'il est.

Le kibboutz apparaît comme une société retranchée, une société où l'on s'ennuie, où la vie manque de relief. Qu'est-ce qu'un kibboutz riche et bien installé peut proposer à ses jeunes, comment peuvent-ils y développer leur personnalité, leur force alors qu'ils ne sont guère confrontés avec le monde extérieur avant leur service militaire ?

Sur le plan économique, les attaques peuvent se montrer plus vives : les kibboutz ne sont plus dans le vent, ils n'ont plus rien à voir avec la nouvelle société économique, ils doivent se transformer profondément, s'intégrer. Pour le moment, ce sont des parasites, ils reçoivent de l'argent du gouvernement sans justifications décisives, laissons-les se débrouiller seuls !

4. — Quels sont effectivement
leurs problèmes ?

D'une façon générale rien n'apparaît anormal, pour ce qui est du niveau de vie, du développement de l'instruction, de la production économique prise dans son ensemble.

A) La population

La population des kibboutz décroît relativement par rapport à celle totale d'Israël ; en valeur absolue elle croît plus ou moins lentement suivant les mouvements. Pour l'ensemble du mouvement Artzi, qui comporte environ 70 kibboutz, la population s'accroît d'un peu plus de 500 personnes par an sur une population totale d'environ 25.000.

Un certain nombre de jeunes quittent le kibboutz Artzi après le service militaire ou quelques années plus tard, mais cela ne porte que sur un peu plus de 5 % des jeunes. Par contre, quelques jeunes immigrants deviennent membres des kibboutz, ainsi qu'un certain nombre de jeunes sabras originaires des villes qui ont été membres des mouvements de jeunesse du Mapam et ont souvent passé leur adolescence dans un kib-

crise se pose le problème de l'eau. Il n'est pas question d'étendre indéfiniment les surfaces irriguées malgré les prises d'eau du Jourdain. Là où l'on puise dans les nappes souterraines, on prélève souvent trop d'eau ; dans la région du kibboutz Hazor la nappe souterraine descend en été de près de 3 mètres à la suite des pompes, mais en hiver les pluies ne font remonter le niveau que d'environ 1 mètre, c'est une situation qui ne pourra pas durer longtemps. Tout cela touche l'agriculture israélienne en général, mais on ne peut oublier que l'agriculture apporte environ les 2/3 des revenus des kibboutz.

L'industrie permettait au départ plus d'indépendance économique, elle assurait aussi des emplois pour des haverim trop âgés pour les travaux des champs, ou au contraire pour des jeunes attirés par le travail technique industriel. Peu à peu l'on est passé du stade artisanal à la compétition internationale grâce à un large recours à l'automation, à l'outillage moderne, grâce à de meilleurs organisations. Le secteur industriel se développe beaucoup, à tel point que beaucoup de kibboutz ne peuvent éviter de faire appel à de la main-d'œuvre extérieure. Mais, d'autre part, l'industrie actuelle des kibboutz est menacée du fait qu'il s'agit de petites entreprises et qu'il est difficile d'organiser des concentrations.

Par suite du développement économique et des difficultés de recrutement des kibboutz le travail salarié a pris une grande importance. Les kibboutz, par idéologie, ont cherché à se suffire à eux-mêmes, et surtout ils se veulent égalitaires et capables d'éviter l'exploitation de l'homme par l'homme. Pourtant, beaucoup de communautés deviennent des « patrons capitalistes ». Le salariat saisonnier et permanent dans le travail agricole s'est notablement développé, surtout dans les kibboutz de la Fédération Ihud Hakvuzoth, rattachée au M.A.P.A.I. Le salariat existe toujours dans les industries, aucune fédération n'a réussi à éviter l'appel à des travailleurs salariés.

J. C. L.

LA SEMAINE PROCHAINE : Les problèmes humains et les solutions déjà adoptées.

(1) Voir n° 273.

Une initiative
du Regroupement
des émigrés martiniquais

Les Martiniquais soussignés, travailleurs manuels et intellectuels résidant en France, émus de la situation actuelle de la Martinique et de leurs patriotes lancent le présent appel à leurs compatriotes vivant hors de leur pays.

De nombreux événements démontrent l'existence d'une grave crise économique, sociale et politique qui a attiré l'attention de l'opinion publique sur la Martinique.

Pour tenter d'y remédier, entre autres mesures, les pouvoirs publics organisent l'émigration sans cesse accrue de Martiniquais en France ; ce qui ne saurait constituer une solution à ces problèmes.

Il apparaît plus que jamais indispensable de rassembler les Martiniquais résidant en France et à l'étranger en créant une organisation ayant pour objectif :

- de soutenir leurs revendications matérielles et morales,
- de maintenir vivaces en eux les valeurs authentiquement martiniquaises,
- d'entretenir des relations permanentes entre les Martiniquais demeurant hors de leur pays et ceux restés dans leur pays, et de contribuer à l'unité des forces de progrès de la Martinique,
- d'étudier les divers aspects de la réalité coloniale martiniquaise et de contribuer à la solution de nos problèmes dans la perspective d'une complète décolonisation.

Invitent solennellement tous leurs compatriotes résidant hors de la Martinique, sans distinction de partis, d'opinions religieuses et philosophiques, à se rassembler au sein d'un vaste groupement pour la réalisation de ce programme comportant un changement de statut fondamental.

Dans les secteurs de production agricole intensive sans menaces de

L'AFFAIRE CASAMAYOR : le pouvoir s'en prend maintenant à la magistrature

par Pierre STIBBE

L'affaire Ben Barka a révélé une série de fautes graves commises par de hauts fonctionnaires de la justice. Aucun d'entre eux n'a été suspendu ni traduit devant le conseil de discipline de la police. Les délits de non-dénonciation de malfaiteur aux autorités judiciaires qu'ils ont commis ne pèsent pas plus lourd dans leur carrière que les morts de Charonne dans celle de certains de leurs collègues, voire dans les mêmes.

Mais l'Etat fort, le pouvoir qui ne recule jamais vient de retrouver toute sa rigueur pour sévir contre M. Serge Fuster, conseiller à la Cour d'appel de Paris, coupable d'avoir, sous le pseudonyme de Casamayor, écrit dans « le Monde » ce qu'il pense de certains aspects de « l'affaire ». Son article ne contenait aucune diffamation à l'égard du Garde des Sceaux ni d'aucun magistrat, sinon M. Foyer n'aurait pas manqué de porter plainte contre le directeur du « Monde » et son collaborateur occasionnel. Casamayor ne faisait aucunement allusion à sa qualité de magistrat. Son article, licite sous la plume d'un journaliste, devient-il scandaleux du seul fait qu'il est l'œuvre d'un homme qui, par ailleurs, exerce la profession de juge ? S'ils daignaient répondre aux multiples protestations qui fusent de toutes parts, M. Foyer ou

ceux qui le défendent diraient sans doute qu'à leurs yeux il appartient aux juges de s'exprimer par les jugements qu'ils rédigent et non dans la presse. Ce qui aboutirait à priver l'opinion publique de la connaissance des commentaires sur la vie judiciaire émanant des hommes les plus qualifiés pour en parler. Ce raisonnement restrictif des droits du magistrat serait à la rigueur digne d'être discuté s'il prenait à M. Zollinger l'idée d'écrire un article sur l'affaire qu'il est en train d'instruire.

Mais M. Fuster n'est pas chargé du dossier Ben Barka et ne peut donc être tenté de révéler ce qu'il connaît en raison de ses fonctions. Après avoir été pendant plus de dix ans un excellent juge d'instruction à qui toutefois le Parquet ne confiait jamais un dossier ayant un aspect ou des incidences politiques, M. Fuster siégeait, jusqu'à vendredi dernier, à une Chambre de la Cour d'appel où ne sont évoqués que des litiges civils portant le plus souvent sur les conséquences d'accidents d'automobiles. Et c'est en vertu d'une procédure exceptionnelle, applicable uniquement en cas d'urgence,

qu'il lui fut enjoint d'avoir à cesser sur-le-champ ses fonctions en attendant de comparaître devant le conseil de discipline. Cette décision, nous apprend l'article 47 du statut de la magistrature, n'a pu être prise qu'après avis du Conseil de la magistrature dont le président n'est autre que le Président de la République. Sans doute, les augures affirmèrent-ils que le général de Gaulle ne présida pas la séance où il fut émis, mais alors elle n'a pu être présidée que par le Garde des Sceaux qui, en l'occurrence serait à la fois juge et partie.

Cette mesure, sans précédent depuis la Libération, présente un immense danger à la fois pour l'indépendance de la magistrature et pour la liberté d'expression de tous les fonctionnaires. Une des caractéristiques essentielles de la démocratie réside dans l'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif des magistrats chargés de rendre la justice. Elle est garantie par leur inamovibilité. Ils ne peuvent être déplacés sans leur consentement, même pour recevoir de l'avancement. Cette sécurité doit, en principe, les mettre à l'abri de

toute pression. Il va sans dire qu'une interdiction d'exercer ses fonctions frappant un magistrat uniquement en raison de l'expression de son opinion sur un événement qui bouleverse toutes les consciences est destinée à impressionner toute la magistrature.

Mais l'interdiction signifiée à l'écrivain Casamayor, réputé pour la hauteur morale de ses écrits, considéré comme le meilleur porte-parole actuel de la sociologie judiciaire française, parce que professionnellement il exerce une fonction publique, équivaut à restaurer l'Ordre moral pour tous les fonctionnaires.

Hier, sous la IV^e République, et encore au début de la V^e, lorsque des tortures étaient dénoncées dans la presse, le gouvernement poursuivait les journalistes et non les tortionnaires.

Aujourd'hui, un écrivain dénonce certains scandales que révèle l'instruction de l'affaire Ben Barka et il est aussitôt menacé dans sa vie professionnelle.

Jusqu' alors le régime de pouvoir personnel de toute-puissance des services parallèles et secrets, tout dévoués au Guide sous lequel nous vivons depuis le 13 mai, s'efforçait de sauvegarder des apparences de libéralisme. L'affaire Casamayor peut marquer un tournant redoutable.

DE GAULLE-ERHARD

Un voyage pour rien

Le communiqué publié après la rencontre à Paris du chancelier Erhard et du général de Gaulle a un ton très optimiste. La presse elle-même se félicite du bon climat qui a régné au cours des conversations, non seulement entre les deux présidents mais également entre leurs ministres. Pourtant si, effectivement, on s'est beaucoup souri à l'Elysée, il faut bien dire que les sujets sérieux n'ont pas été abordés un seul instant. On s'est borné à échanger des généralités flatteuses ; de politique, point. Dans ces conditions, la rencontre ne pouvait être que cordiale.

Pourtant, si le traité franco-allemand signé en 1963 et porteur, disait-on à l'époque, de grandes espérances, a droit à un sursis, il n'en restera pas moins en sommeil.

De trop graves problèmes divisent nos deux pays pour qu'une collaboration franche et loyale s'instaure entre Paris et Bonn. Les conversations de la semaine dernière n'ont pas porté sur ces problèmes. Le chancelier Erhard n'aimant pas beaucoup la politique de la franchise et du poing sur la table, le général de Gaulle ayant le souci de ne rien briser et pensant toujours à cette Europe de l'Atlantique à l'Oural, englobant, bien sûr, une Allemagne réunifiée.

La réunification de l'Allemagne, on y pense beaucoup à l'Elysée, et le président de la République pense être bien placé pour pouvoir la réussir. Cela serait un bon tour joué aux Américains qui perdraient ainsi le prétexte d'assurer la défense de l'Europe à cause des risques de guerre

cains, c'est la première donnée de la politique allemande.

Faire l'Europe, mais une Europe atlantique, deuxième donnée.

Viennent ensuite les demandes pressantes de responsabilité nucléaire, les révisions de frontière, la réunification, tout cela dans un ordre un peu confus, car le gouvernement de M. Erhard n'est pas particulièrement un modèle de clarté politique.

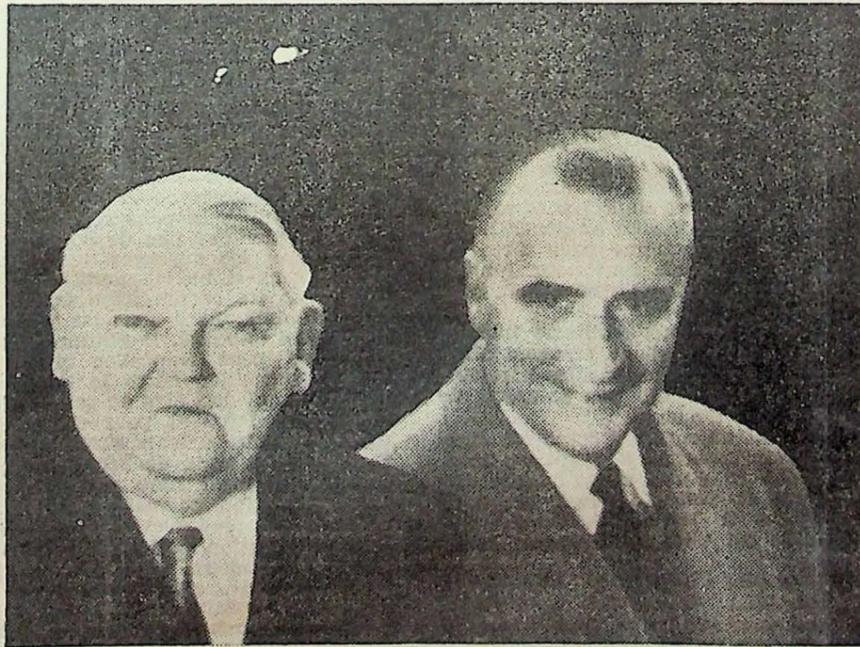
Finalement, un seul problème domine les autres : continuer cette prospérité qui a fait remonter la pente, et quelle pente, à ce qu'il restait de l'Allemagne après la guerre. La prospérité avant tout, c'est la hantise de ce pays qui a découvert le confort un peu plus tard que les autres et qui en a fait sa devise.

Sacrifier les problèmes politiques au confort, s'en remettre au grand allié américain, s'accommoder d'une situation qui, bien qu'elle coupe le

prendre que, depuis le traité franco-allemand, nous avons fourni pour 7 milliards de marks de matériel à la Bundeswehr.

Le problème des frontières est aussi une des inquiétudes que nous donne l'Allemagne du chancelier Erhard. Ne renoncer à rien, vouloir revenir aux frontières de 1937, revendiquer les Sudètes ; on a beau, à Bonn, essayer de convaincre que tout ceci n'est qu'une tactique pour de futures négociations sur la réunification, comment ne pas voir d'autres prétextes derrière ceux-ci ? Responsabilités militaires, frontière Oder-Neise, Marché commun, révision de l'O.T.A.N. : ces problèmes n'ont pas été évoqués dans les salons de l'Elysée. Ce sont pourtant ceux qui séparent nos deux pays. Il faudra bien, un jour, qu'à la diplomatie des toasts succède celle de la franchise.

Michel Joch.



Un vide optimiste.

(Photo Elke Kagan.)

qu'entraîne la situation allemande et le problème de Berlin.

Dans une Europe sans problème de frontières, entretenant d'excellents rapports avec l'Union soviétique, le général de Gaulle se voit ou, du moins, voit pour ses successeurs un grand rôle à jouer ; mais n'agit-il pas comme s'il devait être éternel ?

Cette vision, large et utopique, du monde n'est pas à l'échelle du chancelier Erhard qui, lui, fait une politique à sa taille, c'est-à-dire courte. Amitié intéressée envers les Améri-

pays en deux, double la richesse de la moitié occidentale, sacrifier à l'égoïsme, enfin, voilà le but de la politique de M. Erhard.

Derrière cette bonhomie de façade se cachent d'autres forces qui ressemblent plus au caractère allemand que nous avons l'habitude de connaître.

M. Schroeder a un visage plus inquietant, lui, qui réclame avec obstination une responsabilité militaire égale à sa force économique.

A ce propos, réjouissons-nous d'ap-

Comité pour la défense de Ben Bella

Le Comité pour la défense d'Ahmed ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie prend acte d'un certain nombre de faits nouveaux concernant le régime de détention des prisonniers politiques en Algérie, pour M. Hadj ben Alla, président de l'Assemblée nationale algérienne, et de MM. Nekkache et Abderrahmane Cherif, ministres du gouvernement Ben Bella. Détenues dans des conditions de total arbitraire, privées de toutes garanties légales, ces personnalités sont des otages pour ceux qui les retiennent et on peut craindre à tout moment qu'ils deviennent les enjeux ou les victimes des fluctuations politiques en Algérie.

Le Comité fait appel à tous ceux qui, en France aussi bien qu'à l'étranger, s'intéressent au sort du président Ahmed ben Bella et de ses compagnons pour qu'ils redoublent d'efforts afin d'élargir le nombre des signataires de ses appels, de diffuser son bulletin, s'y abonner, le faire connaître, de collecter des fonds, des médicaments, des livres, de constituer si possible des comités semblables à ceux qui fonctionnent en France et dans certains pays et d'entreprendre toute démarche susceptible de promouvoir la cause de la défense effective du président Ahmed ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie.

Pour le Comité : Robert Merle.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

L'AFFAIRE PORTUGAISE

Salazar assassin

Il y a un an, le général Humberto Delgado, symbole de l'opposition à Salazar, était sauvagement assassiné près de Badajoz en Espagne par des policiers portugais.

Le juge d'instruction spécial de Badajoz, en lançant huit mandats d'arrêt internationaux, vient de rappeler à la conscience universelle ce meurtre qu'on avait si habilement tenté de dissimuler.

Car lorsque le 24 février 1964, des amis du général firent part de leur inquiétude sur son sort, les bruits les plus fantaisistes commencèrent à cir-

culer. On disait avoir vu le général à Prague, en Afrique, au Brésil. Le Front de Libération d'Alger même laissait entendre qu'il s'agissait d'une opération de bluff publicitaire.

Il fallut attendre le 26 avril 1965 et la présence à Badajoz d'une commission d'enquête internationale de la Fédération internationale des Droits de l'Homme pour que le gouvernement espagnol annonce que, par une étrange coïncidence, les cadavres du général et de sa secrétaire venaient d'être découverts.

La commission d'enquête, dans son rapport, posait des questions et indiquait que, s'il semblait bien que le

crime était le fait des Portugais, le gouvernement espagnol se devait, pour sa part, de faire rapidement toute la vérité s'il voulait lever les soupçons de complicité qui pesaient sur lui.

Le juge d'instruction spécial immédiatement nommé se livrait alors à une enquête dont il faut bien reconnaître qu'elle fut difficile.

Le gouvernement portugais, pour sa part, refusait de répondre aux questions qui lui étaient posées par le juge espagnol et répliquait avec cynisme en faisant arrêter les avo-

paraissent dans l'affaire mais, pour l'instant, rien de bien précis.

Du côté espagnol, ce sont les silences et les mensonges des jours qui ont suivi la disparition qui sont les plus inquiétants.

Le 26 mars 1965, le ministre de l'Information faisait savoir qu'il n'avait aucune nouvelle d'un passage du général ou de sa secrétaire sur le territoire espagnol.

Or la commission d'enquête de la Fédération internationale des Droits de l'Homme a la conviction absolue que, dès la fin de février, la police était en possession des papiers du général et savait que celui qui voyageait sous le nom d'Ibanez était Delgado. Quant à Mme Campes, elle voyageait sous son vrai nom.

D'autre part, le jour même de la découverte du corps, le chef de la police de Badajoz osa dire à la commission qui l'interrogeait qu'il ignorait tout d'un éventuel passage du général dans sa ville, ce qui évidemment était faux.

Sur ces points, aucune précision n'est venue.

Il n'existe pas de preuve d'une complicité directe de la police espagnole, mais il existe des points d'interrogation auxquels il faudrait bien répondre. En tout état de cause, on se demande comment la fière Espagne peut tolérer que des policiers étrangers viennent faire un coup de main sur son territoire, y laissent un cadavre et s'en aillent, sans réagir autrement que par des mandats d'arrêt internationaux dont on sait qu'ils sont sans effet.

Il semble impossible que Franco se dise encore l'ami de Salazar sans que cela apparaisse comme un aveu de complicité. A moins que Franco ne craigne la vérité que pourrait laisser filtrer Salazar.

En tout état de cause, Delgado est mort et les peuples espagnol et portugais vivent toujours sous le joug fasciste.

Le meurtre politique devient un moyen de gouvernement. Après Delgado, après Ben Barka, qui ?

Henri Leclerc.



Photo Agip.

N° 1, Delgado ; n° 2, Ben Barka ; n° 3, ?

culer. On disait avoir vu le général à Prague, en Afrique, au Brésil. Le Front de Libération d'Alger même laissait entendre qu'il s'agissait d'une opération de bluff publicitaire.

Il fallut attendre le 26 avril 1965 et la présence à Badajoz d'une commission d'enquête internationale de la Fédération internationale des Droits de l'Homme pour que le gouvernement espagnol annonce que, par une étrange coïncidence, les cadavres du général et de sa secrétaire venaient d'être découverts.

La commission d'enquête, dans son rapport, posait des questions et indiquait que, s'il semblait bien que le

cats de la famille Delgado alors qu'ils se rendaient aux obsèques du général qui eurent lieu à Badajoz. La terre portugaise fut interdite à la dépouille de celui qui avait tant lutté pour la liberté de son peuple.

Aujourd'hui, on sait que le crime fut préparé à Rome par un Portugais en exil, Carvalho, et un Italien débauché lié aux pires fascistes, le Dr Bisogno. On fit miroiter au général la possibilité de contacts avec l'intérieur. On fit venir du Portugal un nommé de Souza. Un rendez-vous fut pris pour le 13 février à Badajoz.

Devant cette folie, les amis du général tentèrent d'empêcher ce voyage, mais Carvalho écrivit au général, envoya un télégramme pour dire que les Portugais de l'intérieur étaient déjà partis, mais ne vint pas au rendez-vous.

Bien lui en prit d'ailleurs puisque Souza qui y était vraisemblablement été assassiné par les assassins mêmes de Delgado peu soucieux de laisser des témoins.

On sait aujourd'hui comment deux voitures passèrent la frontière avec, à leur bord, Souza et un homme que le chef de police du poste frontière présenta à son collègue espagnol comme un chef commissaire d'Angola.

Peut-être l'hypothèse émise par le juge d'un enlèvement destiné à déshonorer le général est-elle fondée. Il y a sur ce point des éléments intéressants et notamment la présence à la frontière hispano-portugaise d'une voiture Land Rover et d'hommes qui prétendaient chasser le pigeon (*sic*). Le général se serait défendu si fortement qu'il aurait fallu l'abattre.

La responsabilité de la police portugaise est évidente. Mais une police n'est pas responsable seule et l'assassin est encore une fois Salazar.

Les complicités sont nombreuses. D'abord, peut-être, les nostalgiques du fascisme : Jean-Jacques Susini, quelques rescapés de l'O.A.S. qui traînent en Espagne leurs bottes inutiles et leurs rêves éteints. Leurs noms ap-

MOSCOU

Les leçons d'un verdict

Siniavski et Daniel devront leur célébrité bien plus au verdict qui les frappe qu'à la notoriété de leurs écrits.

Qui les connaîtrait si le procès n'avait eu lieu ?

Déjà, Pasternak, poète et traducteur de Shakespeare, mais écrivain discutable, avait connu son heure de gloire au moment de la provocation du Prix Nobel.

Mais les sévères condamnations qui frappent les deux écrivains posent le problème du dualisme entre le Parti communiste russe et la liberté d'expression culturelle.

Et la méthode employée et choisie par le gouvernement soviétique est la pire qui soit.

Un procès public sur invitation mais non ouvert à la presse étrangère, commenté dans la presse soviétique selon le procédé des communiqués officiels qui excluent la présentation des thèses de la défense, ne pouvait, vu de l'extérieur, qu'être sévèrement critiqué.

Et dans le milieu intellectuel de Moscou, on ne peut prendre au sérieux les témoignages accablants d'écrivains inconnus, si ce n'est de quelque appareil idéologique où sévissent des fonctionnaires de la plume. Et les jeunes qui se sont pressés autour de la salle d'audience ne se sont pas faits faute de dénoncer le caractère arbitraire de ces témoignages spontanés. Ces mêmes jeunes reconnaissent volontiers que le procédé employé par Siniavski et Daniel pour « sortir » à l'étranger leurs ouvrages est critiquable et désert l'opposition interne qu'ils ne cessent de mener depuis de longues années face à la censure officielle. D'autant plus que peu de Soviétiques connaissent les ouvrages incriminés et que ceux-ci ne circulent pas encore dans les cercles avancés.

Mais, ainsi placé sous les projecteurs de l'actualité, le régime soviétique ne peut empêcher qu'on le juge. L'opposition entre la thèse de l'écrivain qui doit être au service des idéaux du Parti et pour qui la liberté se limite à leurs simples commentaires et celle de l'écrivain qui entend demeurer libre du choix de son inspiration et mener comme il l'entend son récit n'est pas nouvelle. Selon l'évolution politique, le climat est plus ou moins froid.

Sous Staline... nous savions que le silence s'imposait.

Sous Khrouchtchev, le silence fut rompu, mais la querelle n'avait point pour cela cessé. Il y avait toujours opposition formelle entre les Académiciens chevronnés et la jeune génération. Celle-ci, pour vivre, se pliant aux tâches officielles et retrouvant dans les caves, les maisons amies, les réseaux de diffusion semi-clandestins, le moyen de s'exprimer comme elle le souhaitait. Ce fut la génération des jeunes poètes, inconditionnels et turbulents, tolérés au début, puis « vissés » à la fin du règne de K. Ce fut la génération des jeunes peintres créant le climat populaire de l'exposition du Manège. Un courant était en marche. Est-il irréversible ? Le procès d'aujourd'hui

marque-t-il un temps d'arrêt à cette évolution ou n'est-il qu'une maladroite plus spectaculaire que profonde ? L'U.R.S.S., de toute manière, n'en sort pas grandie.

Le pays de Luna-9, dont nous rappelons dans ce même numéro à quel point et de quelle manière il vulgarise ses victoires, n'aurait pourtant rien à perdre à laisser se développer un réel courant de libéralisme culturel.

Ce qui est vrai, c'est que dans le silence de leurs bureaux et, pliant sous leurs paperasses, il y a encore des hommes en U.R.S.S. qui regrettent le temps passé où leur omnipotence dictait la loi et faisait plier les hommes.

C'est que, encore en place, ils grincent chaque jour l'efficacité perdue, repoussant tous les courants qui ne sortent pas de leur sphère d'influence, et détenteurs encore d'une rigueur qui se veut politique et ne devient que policière.

Ce qui est vrai, c'est que la démocratie socialiste, ce n'est pas seulement la planification, la production, l'idéologie, la technique, la science, c'est aussi la part de l'homme, le respect de sa pensée, de son moi.

Et il est significatif que, cette fois, des Partis communistes étrangers (nous attendons l'opinion du P.C. français) « osent » discuter la sentence de Moscou !

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV*) Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 61, r. Mademoiselle Paris (XV*) Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14* Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F

1 an 30 F

Soutien : à partir de .. 75 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 62-61, rue La Fayette Paris (9*)

Deux débats publics Deux cahiers du Centre d'Etudes Socialistes

N° 54-55

LA PARTICIPATION DES SYNDICATS AUX ORGANISMES OFFICIELS MENACE-T-ELLE LEUR INDEPENDANCE ?

Alexandre HEBERT - André BARJONET
L. P. LE TONTURIER - Marcel GONIN
Bernard SCHREINER

N° 56-57

OU EN EST LA REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE ?

Claude JULIEN - Josué de CASTRO
Juan ARCOCHA - Mario VARGAS LLOSA

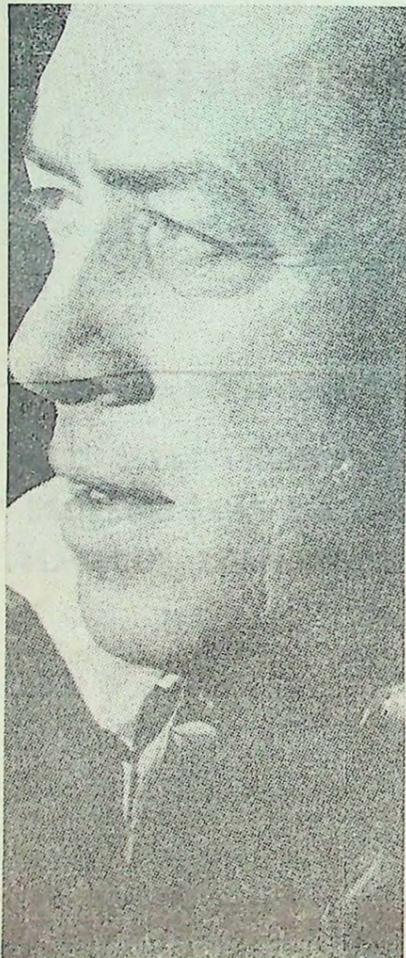
E. D. I. 29, rue Descartes, Paris-5
C.C.P. PARIS 18462-71
L'exemplaire 3 F - Etranger 4 F
Etudes et Documentation Internationales

THÉÂTRE

Les « justes » existent-ils ?

Il y a dix, quinze ans, les idées primaient; on était encore loin d'avoir sombré dans la consommation et les gadgets; le théâtre à thèses dominait, aujourd'hui il semble appartenir à un autre monde. Réflexions difficiles à chasser de l'esprit après un pèlerinage chez Camus, dont on vient de reprendre *Les Justes*! Depuis l'époque, un temps suffisant s'est écoulé pour que nous puissions prendre la mesure concrète de la relativité des révolutions. Paradoxalement, ce qui pouvait paraître hier une insulte à la révolution devient maintenant une mise en doute non plus seulement salutaire mais à laquelle tout le monde s'est livré. La pureté de Camus, que l'on pouvait soupçonner, s'est transformée en prophétie courante. Je ne dis pas que c'est un bien ou un mal, *Les Justes* ne sont plus de notre époque, ils sont un point de vue idéal. Face à son expression théâtrale, on sourit car il y a là quelque chose de naïf; on rêve, car il y a là quelque chose que l'on envie mais qui nous échappe de plus en plus, comme si nous nous étions définitivement installés dans les concessions de notre société. *Les Justes*, c'est une galaxie!

Etre « Juste », assassiner les agents de la tyrannie, puis subir la purification de la mort dans la communion de ses frères et du peuple. Préfigurer



De la révolte à la révolution.

ainsi le bonheur de la terre de demain. Les terroristes qui refusent de viser des innocents, des enfants? Qu'est-ce que l'innocence? Hitler, à cinq ans, était-il innocent? Innocents d'hier, bourreaux de demain? Faut-il faire la révolution les yeux fermés, ou bien scrupuleusement au nom de principes? Le stalinisme est passé par là! La révolution à partir de l'idée, jusqu'au bout de son chemin, à l'exclusion de la chair, de l'amour? Hier, on opposait les idées aux sensations. Pendant dix ans, au moins, on a tourné autour de ces interrogations. En 1966, on est revenu de tant de choses. A titre d'exemple, une ré-

férence me trottait dans la tête. Que penseraient de la pièce les insurgés de Saint-Domingue? C'est la querelle de la vraisemblance que l'on ouvre par de tels rapports!

Pourtant, j'ai aimé *Les Justes*. Bien sûr, d'abord, parce que l'on aime les galaxies. Quand la pureté devient mystérieuse, que l'on ne parvient pas à se l'expliquer, on est encore plus tenté. Mais, au-delà de cela, c'est le spectateur qui a marché, qui a joué le jeu. Camus, qui le dit lui-même, est allé au terme du classicisme. Après Camus, comme après Sartre, on ne pouvait qu'écrire du Brecht ou du Ionesco. Le théâtre de débat était plein, il fallait entrer dans le vif du sujet, cela a conduit à l'expérience (positive) du théâtre populaire. Ou bien il fallait remettre en question les techniques du théâtre, ce que firent brillamment Ionesco, Beckett, Genêt, Dubillard, etc.

Point limite, *Les Justes* atteignent un bel équilibre. On a reproché à Camus de s'être constamment retenu de tout lyrisme, de toute poésie. Critique étonnante, puisque la pièce repose sur cette sobriété que seule l'idée écorche à vif comme un cri. Les cinq actes respectent un dosage, une unité (sauf l'acte de la prison, ici bien mal représenté) qui m'ont frappé. L'économie du verbe y concourt de toute évidence. Disons-nous alors que les personnages demeurent abstraits, voués seulement à porter des thèses comme des hommes-sandwich? Il est vrai que certaines expressions, certains raisonnements sont passés de mode et versent du côté du philosophe plutôt que du côté du conflit dramatique. Chose curieuse, on le ressent, mais peu. Finalement, ce qui n'est peut-être qu'abstraction prend vie.

Un rythme de sobriété

La conviction de Camus, sa force de persuasion emportent les mots et les font vivre. La réflexion, sous forme d'accomplissement des personnages, va d'ailleurs assez loin. L'authenticité s'impose, je dirais même qu'elle émeut alors que l'on était tout prêt de se contenter d'observer de loin non sans une certaine condescendance.

De plus, le parti adopté par la troupe, la valeur du décor (Bernard Daydé), l'efficacité de la mise en scène (Pierre Franck) confèrent au moins cette vie intérieure au langage de Camus, vie sourde, tendue, qui finit par exploser dans la plus quotidienne des réalités. Les acteurs jouent presque tous un cran au-dessous, élan limités, cris étouffés, un rythme de sobriété, une émotion lâchée par saccades, parfois un romantisme qui dépasse le conformisme. Derrière la sécheresse et la thèse s'allume l'humanité. Sur la petite scène, un peu enfermés dans la prison de la démonstration, ces jeunes terroristes d'un âge anachronique forcent la solidarité. Une belle épure se dégage.

Il faut nommer M. Bozzuffi, dans le rôle de dur, préface du stalinien, le ton circule très bien entre la brutalité et la retenue. Cette manière de parler en se statufiant. Serge Rousseau en militant gagné par la peur. La confession de la crainte roule de marche en marche, elle descend et frappe nos cœurs. Serge Rousseau, dans le romantique et mystique Kalliyev, légèrement yé-yé, rappelant par moments Reggiani le créateur du rôle, une certaine douceur, une certaine tension, la conviction des saints.

J'aurais aimé exalter Danielle Delorme, elle m'a un peu déçu, ne dominant pas suffisamment son rôle, glissant parfois dans l'inaudible lorsqu'elle monte ses cris. Mais elle a des accents où vole la tendresse, où frappe une dureté un peu mâle, où s'élabore une humanisation nécessaire des convictions les plus entières. Cette femme frêle, à la voix multiple, est une tragédienne que l'on ne voit pas assez.

Paradoxalement, la cage des justes est encore de notre temps. Dans dix ans, ce ne sera peut-être plus qu'un musée. Mais aujourd'hui, on peut encore se permettre d'enregistrer la vibration de Camus. Je me demande même si lui et nous n'y gagnons pas. A vous de le vérifier!

Claude Glayman.

Les Justes, d'Albert Camus, mise en scène de Pierre Franck. Théâtre de l'Œuvre (tél.: 874-42-52). L'œuvre théâtrale de Camus est publiée à la N.R.F.

JAZZ

Ella et Duke à Paris

L'infatigable Norman Granz, organisateur des tournées du J.A.T.P. (Jazz at the Philharmonic, du nom de la première salle new-yorkaise où eurent lieu ces concerts), nous proposait un programme d'autant plus alléchant qu'inédit pour les Parisiens: Ella Fitzgerald et Duke Ellington ensemble sur une même scène. Le succès fut tel, lors des concerts du 29 janvier, qu'il fallut les doubler vendredi devant une assistance aussi comble.

L'orchestre de Duke Ellington a été créé en 1926. Au bout de quarante années, il est resté cette merveilleuse palette où certains de ses

trane (on dit qu'il perd trois kilos par concert) et qui dominait de ses caisses la troupe unie des trompettes, trombones et saxophones. Parmi ceux-ci, à côté de Johnny Hodges et Harry Carney, l'extraordinaire ténor Paul Gonsalves, entré plus récemment dans la formation ellingtonienne et dont nous avons regretté les trop courtes prestations, y compris dans le passionnant duo qu'il livra avec Ella dans un tourbillon de swing et d'humour.

Ella, qui se présentait en seconde partie, était accompagnée par sa propre section rythmique et les vents de l'orchestre Ellington. Elle reste



(Photo Kagan.)

Ella Fitzgerald et Harry Belafonte.

solistes, au poste depuis sa création qui peu à peu ont donné son style à la formation (Johnny Hodges au saxophone alto, Harry Carney au saxophone-baryton, qui fut d'ailleurs un des premiers musiciens de l'histoire du jazz à pratiquer cet instrument), se fondent dans la masse orchestrale. Plus que le swing ébouriffant de Count Basie, le « Duke » perpétue le raffinement.

Ainsi dans cette longue pièce jouée vendredi dernier, « La belle Africaine », si admirablement imagée par le clarinettiste Jimmy Hamilton, accompagné par la section rythmique et, en second plan, les instruments à vent. Ainsi de cette nouveauté que s'offrit le chef lors des premiers concerts: un deuxième batteur et non des moindres: l'explosif Elvin Jones, actuel batteur de John Col-

« The first lady of jazz », mais son répertoire comprend bien peu de nouveautés. Notre déception vint surtout de ce qu'on l'entendit seulement dans un morceau accompagnée par le Duke. A ce titre, cette fameuse rencontre musicale, malgré le « sound » de l'orchestre, fut un peu décevante.

Paul Sauzet.

● DISCOGRAPHIE PARTIELLE : Duke Ellington : « My people », Barclay 84.104. - « Piano in the background », C.B.S. 62.031. - « Piano in the foreground », C.B.S. 62.204.

Ella Fitzgerald : « Ella sings Duke » Verve 511025, 511026, 4070. - « Ella à Juan-les-Pins », Verve 4065. - « Hello Dolly », Verve 4064. - « Ella à Hambourg », Verve 511027. - « Ella at Duke's place », Verve 4070.

VIENT DE PARAÎTRE

● UN NOUVEAU MENSUEL SUR L'AFRIQUE : « LE MOIS EN AFRIQUE ».

Voici une revue qui tombe à point. Chaque mois, elle offrira le visage le plus complet de l'actualité africaine, avec un recul suffisant pour la dominer et la cerner selon ses aspects les plus significatifs. Trois parties, l'actualité, celle qui est visible et celle qui l'est moins. Un sujet important, pour janvier « Afrique Noire, Afrique Blanche », étudié par plusieurs spécialistes. Enfin, une bibliographie complète, un tour d'horizon dense et agréable. Cette revue simple mais attrayante n'est pas réservée à l'élite des techniciens, elle vise le public pour

qui l'information se présente comme une exigence.

Le numéro: 10 F. Pour tous renseignements, écrire au 17, rue de la Banque, Paris (2°).

A noter

● Pour vos enfants, pendant les vacances de Mardi-Gras :

Capitaine Fracasse, de Théophile Gautier, au Théâtre Récamier, 3, rue Récamier, jusqu'au 20 février.

● Depuis le mercredi 16 février, se tient, à la Galerie Bruno Bassano, 9, rue Grégoire-de-Tours, Paris (6°), une exposition des œuvres de notre ami J. Soteras. Elle se poursuivra jusqu'au 14 mars prochain.

PANTHÉON 13, rue Victor-Consin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

**L'amour
avec des si...**

CINEMA « LA ROYALE »

24, rue Royale - Paris

LA CAGE DE VERRE

de Philippe ARTHUYS et J.-L. LEVI-ALVAREZ

avec Françoise PREVOST et Jean NEGRONI

CAMPAGNE DE SOUTIEN à "Tribune Socialiste"

« T.S. » a, cette année, franchi un pas important.

Désormais, TOUS les adhérents du P.S.U. sont abonnés à « T.S. ».

Mais le budget de notre journal ne béné-

ficiera de cette situation financière qu'au fur et à mesure des rentrées de cotisations, c'est-à-dire avec un décalage de près de 3 mois.

En attendant, il faut sortir « T.S. » chaque semaine !

Nous devons donc augmenter nos ressources et constituer un fonds de roulement nous permettant de payer le journal entre les versements de cotisations.

C'est pourquoi, comme chaque année, notre Parti lance une

GRANDE CAMPAGNE DE SOUTIEN A "TRIBUNE SOCIALISTE"

et en 1966 jumelle celle-ci avec une

RELANCE DES ABONNEMENTS AUX SYMPATHISANTS

● Chaque militant du P.S.U. doit cette année

faire un nouvel abonné à "T.S."

Ce nouvel abonné est facile à trouver.

Il est parmi ceux qui, à nos côtés, combattent pour la victoire du socialisme et que nous rencontrons dans toutes nos campagnes d'action.

● ACCROITRE LA DIFFUSION DE « TRI-

BUNE SOCIALISTE », C'EST AUGMENTER L'INFLUENCE DU P.S.U.

Nos sympathisants lisent « Combat », « Le Monde », « Le Nouvel Observateur »... et apprennent souvent l'existence de « T.S. » en parcourant les extraits de ses articles publiés dans ces journaux.

C'est bien mais ce n'est pas suffisant.

● NOUS APPELONS TOUS LES LECTEURS DE « T.S. » A FAIRE CONNAITRE LE SEUL HEBDOMADAIRE SOCIALISTE FRANÇAIS.

Du 15 Février au 4 Juin

- **Abonnez un ami non membre du P.S.U.**
- **Placez les bons de soutien**

● L'organisation de la vente des Bons de Soutien est identique à celle des années précédentes : les Bons sont présentés en carnets de 10. Chaque Bon est vendu 1 franc. - Ils sont numérotés et donnent droit à une distribution par tirage au sort de PLUS DE 1.000 LOTS d'une valeur supérieure à

3 MILLIONS d'anciens francs. - LE PREMIER LOT ETANT UNE VOITURE 4 RL.

● Pendant toute la durée de la campagne un nouvel abonné un renouvellement d'abonnement, recevront en prime UN CARNET DE BONS DE SOUTIEN.